

Résultats du 2^{ème} trimestre et du 1^{er} semestre 2020

Montrouge, le 6 août 2020

Une reprise en « V » pour le Groupe Crédit Agricole

Groupe Crédit Agricole*

PNB sous-jacent ¹	RBE sous-jacent ¹	RNPG sous-jacent ¹	Ratio CET1
T2 : 8 536 m€ stable T2/T2	T2 : 3 398m€ +5,4% T2/T2	T2 : 1 785 m€ -3,3% T2/T2	16,1% +0,6 pp juin/mars, +7,2 pp au-dessus du SREP ²
S1 : 16 914 m€ +0,3% S1/S1	S1 : 5 843m€ stable S1/S1	S1 : 2 767 m€ -15,7% S1/S1	

- **RNPG publié T2 : 1 483 m€** (-18,2% T2/T2), **S1 : 2 391 m€** (-24,4% S1/S1) ; PNB publié T2 : 8 096 m€ (-4,6% T2/T2) ; S1 : 16 462 m€ (-1,3% S1/S1)
- **Reprise dynamique de l'activité du Groupe grâce au modèle de Banque universelle de proximité** : 685 000 nouveaux clients banque de détail au S1-20, progression de l'IRC (+7 pts vs. 2019 dans les Caisses régionales et LCL) ; croissance des encours de crédit hors PGE (+5,9% juin/juin), accélération du déploiement des 3 piliers du projet de Groupe, notamment sur la finance verte.
- **Un des meilleurs niveaux de provisionnement du risque en Europe. Taux de CDL stable (2,4%), taux de couverture en hausse (84,5% +0,2 pp vs mars 20)** ; stock de provisions à 20,1 Mds€ ; **hausse du provisionnement (à 1 208 m€, x2 T2/T2)**, (70% de la hausse liée au provisionnement des encours sains, à 424 m€ au T2). Coût du risque sur encours du semestre annualisé 45 pb ;
- **Solvabilité très solide, CET1 à 16,1%, objectif du PMT 2022 déjà atteint** (écart au SREP : 7,2 pp)
- **Belles performances des Caisses régionales** : RNPG sous-jacent 663 m€ (+17,9% T2/T2). PNB sous-jacent en hausse : +1,2% T2/T2, charges sous-jacentes hors FRU en baisse: -8,9% T2/T2 ; taux de CDL stable (1,8%), taux de couverture élevé (99,7%), hausse du provisionnement (+24,9% T2/T2)

* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100%

Crédit Agricole S.A.

PNB sous-jacent ¹	RBE sous-jacent ¹	RNPG sous-jacent ¹	Ratio CET1
T2 : 5 185 m€ +0,1% T2/T2	T2 : 2 130 m€ -0,5% T2/T2	T2 : 1 107 m€ -10,9% T2/T2	12,0% +0,6 pp juin/mars, +4,1 pp au-dessus du SREP ³
S1 : 10 322 m€ +2,4% S1/S1	S1 : 3 713 m€ +2,9% S1/S1	S1 : 1 758 m€ -13,7% S1/S1	

- **Résultat publié** : 954 m€ (-21,9% T2/T2) ; PNB publié : 4 897 m€ (-4,9% T2/T2) ; RBE publié: 1 838 m€ (-12,9% T2/T2)
- **RBE en croissance sur le semestre** : 2,1 Mds€ T2-20 -0,5% T2/T2 ; 3,7 mds€ S1-20 +2,9% S1/S1 ; amélioration au T2 du coefficient d'exploitation de 1,2 pt grâce à la stabilité des revenus (+0,1%) et à la baisse des charges (-1,9%) ;
- **Hausse du provisionnement (908 m€, x2,5 T2/T2)**, dont 236 m€ de provisionnement des encours sains (48% de la hausse). Coût du risque du semestre sur encours annualisé 74 pb ; taux de CDL stable (3,2%), taux de couverture en hausse (73,4% +0,9 pp vs mar19) ; stock de provisions de 10,1 Mds€.
- **Ratio de CET1 en hausse sensible (+0,6pp) à 12,0%**, intégrant les mesures d'ajustements réglementaires de la BCE (*Quick-Fix* pour +41 pb) et l'impact de la remontée des marchés sur le trimestre sur les réserves latentes sur portefeuilles titres (+19 pb). Provision pour dividendes T2 de 0,15€ p.a. **Ecart au SREP : 4,1 pp au 30 juin, +0,6 pp vs. mars**
- **Bénéfice sous-jacent par action**: T2-20 : 0,36€, -10,1% T2/T2 ; S1-20 ; 0,53€, -15,5% S1/S1.
- **RoTE sous-jacent S1 annualisé 8,5%**
- **Indicateurs de liquidité en hausse (405 Mds€ de réserves au 30/06, en hausse de 67 Mds€ vs 31/03/2020).**
- **Activation du switch**, due aux tensions ce semestre sur les marchés, impact coût du risque publié de 65 m€.

Ce communiqué de presse commente les résultats de Crédit Agricole S.A. ainsi que ceux du Groupe Crédit Agricole, qui regroupe les entités de Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales du Crédit Agricole, lesquelles détiennent 55,9% de Crédit Agricole S.A. Les éléments spécifiques qui, retraités des différents soldes intermédiaires auxquels ils se rapportent, permettent de calculer les résultats sous-jacents, sont détaillés en p. 32 et suivantes de ce communiqué. Un rapprochement entre le compte de résultat publié et le compte de résultat sous-jacent se trouve en p.4 pour le Groupe Crédit Agricole et en p.9 pour Crédit Agricole S.A.

¹ Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. p. 32 et suivantes pour plus de détails sur les éléments spécifiques.

² Selon Exigence SREP à 8,9%

³ Selon Exigence SREP à 7,9%

Groupe Crédit Agricole

Première banque en France, le Groupe est massivement engagé pour soutenir l'économie.

La crise a renforcé la proximité du Groupe avec ses clients. Un accompagnement massif a été mis en place pour **conserver le contact avec nos clients**. 9 agences et conseillers sur 10 ont été joignables pendant la période de confinement au sein de notre réseau de banques de proximité, que ce soit en physique ou à distance. Chez CA Italia, une hausse significative des interactions à distance a été constatée avec +30% de clients actifs *online*. Du côté des Caisses régionales, le taux de progression des clients digitaux a progressé de +0,8 point de pourcentage.

Nos efforts conséquents dans cette période contrastée se traduisent aussi par un **accompagnement de nos clients les plus impactés**. Le Groupe s'étant, dès le début, aligné sur les stratégies des pouvoirs publics, en prenant des mesures ciblées pour chaque catégorie de clients, nous continuons à répondre à leurs besoins. Depuis le 6 mars, le Groupe Crédit Agricole accorde la mise en place de **moratoires de 6 mois** sur les remboursements de crédits notamment pour les clients entreprises et professionnels, dont l'activité aurait été impactée par le Covid-19. Au 17 juillet 2020, 552 000 pauses ont été accordées en Banque de proximité en France pour un montant de 4,2 milliards d'euros d'échéances reportées (dont 83% aux clients professionnels et entreprises, 71% dans les Caisses régionales et 29% chez LCL). Le gouvernement français a également annoncé la mise en place dès le 25 mars de **Prêts Garantis par l'Etat** afin de répondre aux besoins de trésorerie des entreprises impactées par la crise du coronavirus. Fort de son ancrage territorial et de son universalité, le Groupe accompagne de la plus petite à la plus grande entreprise et recueille aujourd'hui 23,7% du total des demandes de PGE. Au 24 juillet 2020, 179 500 demandes ont été reçues par le Groupe pour un montant de 28,7 milliards d'euros (dont 62% dans les Caisses régionales, 30% chez LCL et 8% chez CACIB). Le Groupe a apporté un **soutien spécifique aux clients professionnels assurés contre les pertes d'exploitation** avec un soutien mutualiste de 239 millions d'euros. Enfin, 2 milliards d'euros de **moratoires et de Prêts Garantis par l'Etat ont été accordés** aux clients de CA Italia.

Etre présent et **à l'écoute de nos clients les plus sensibles est une préoccupation majeure** ces derniers mois, le nombre de clients en situation de vulnérabilité ayant augmenté de manière importante. Le Groupe réagit et propose des exonérations des frais de dysfonctionnement et des facilités de caisse pour les clients professionnels des Caisses régionales et de LCL.

Dans le contexte actuel, **le Projet de notre Groupe fait plus que jamais la preuve de sa pertinence**. Concernant le **Projet Client**, l'intensification de la relation avec nos clients s'est reflétée dans leurs retours et nous constatons un IRC⁴ (Indice de Recommandation Client) en progression sur tous les réseaux en 2020 : +8 points pour les Caisses régionales (+7 points vs 2019), +2 points pour LCL (+7 points vs 2019), et amélioration de la satisfaction client pour CA Italia. L'évolution constante de notre modèle distributif et relationnel vers une digitalisation renforcée s'est traduite par plusieurs exemples sur le trimestre : hausse du plafond de paiement sans contact de 30€ à 50€ déployée en 6 semaines, signature électronique des PGE pour les clients professionnels, dématérialisation de la déclaration de sinistres en assurances dommage, mise en place d'un traitement automatisé des dossiers de moratoires chez CAL&F. Le **Projet Humain** s'est vu renforcé, tout d'abord avec l'engagement total de tous les collaborateurs, au contact ou non des clients, pour soutenir ces derniers. Des délégations exceptionnelles ont été mises en place en agences, comme illustration de la responsabilité en proximité. L'appétence des clients confirmée et renforcée pendant la crise pour les offres ESG conforte notre volonté d'intensifier notre engagement sociétal au travers du **Projet Sociétal**. A fin juin, nous avons mis en place une plateforme de reporting extra-financier au niveau Groupe pour répondre aux enjeux de mise en œuvre et de pilotage des objectifs sociétaux du Groupe. Par ailleurs, les approches des métiers de Crédit Agricole S.A. sont en ligne avec nos engagements sociétaux : lancement du 1er fonds actions internationales centré sur la réduction

⁴ Indice de Recommandation Client national particuliers en 2020 : différence entre promoteurs et détracteurs

des inégalités pour Amundi et 1^{ère} gamme complète de placements d'actifs dans la lutte contre le réchauffement climatique pour LCL. Enfin, CACIB est le numéro 1 mondial en obligations sociales et vertes. Le Groupe est également très attentif à la diversité et à l'emploi des jeunes et tient à remplir ses objectifs dans ces domaines : nous confirmons notre engagement d'embaucher 4 000 alternants en 2020 (ce qui nous positionne dans le Top 2 du classement Le Figaro/Cadremploi) et nous enregistrons une belle progression au sein du Palmarès de la féminisation des instances dirigeantes des entreprises du SBF 120 avec 46 places gagnées en 2020 nous positionnant dans le Top 50.

L'activité commerciale du Groupe est bonne ce trimestre, et très dynamique en fin de période. Les encours de gestion d'actifs progressent par rapport au deuxième trimestre 2019 (+7,1%), tout comme ceux en assurance-vie (+1,6%) avec une part des encours UC en progression (+0,5 point de pourcentage entre juin 2019 et juin 2020 à 22,7%). Dans les réseaux de banque de proximité en France et en Italie, la croissance des encours est toujours dynamique. Les encours de crédits atteignent 726,9 milliards d'euros (681,8 milliards d'euros en France et 44,2 milliards en Italie ; 708,4 milliards d'euros hors PGE) et progressent de 8,7% depuis le deuxième trimestre 2019 (+9% en France et +4,9% en Italie), et de +5,9% hors PGE. La collecte bilan atteint 671,8 milliards d'euros, en hausse de 11% depuis le deuxième trimestre 2019, et la collecte hors-bilan demeure stable (+0,1% à 382,8 milliards d'euros). La conquête brute est très forte (+685 000 clients en 2020 dont 630 000 clients en France et 55 000 clients en Italie, avec une nette accélération en juin (+150 000 clients, +2,4% juin/juin). Dans ce contexte, le fonds de commerce continue de progresser sensiblement (+38 000 clients supplémentaires en 2020 dont 36 500 clients en France et 1 500 clients en Italie, +4,4% juin/juin). Les encours consolidés en crédit à la consommation sont stables (+0,2%) avec une production commerciale qui est de nouveau dynamique en juin (+170% entre avril et juin 2020). Enfin, l'activité du pôle Grandes clientèles est très dynamique, notamment sur la banque de marché (revenus en hausse de 44% depuis le deuxième trimestre 2019) avec une forte contribution de tous les métiers. La banque de financement affiche également une belle progression de ses revenus (+6%) grâce à sa capacité à mobiliser l'ensemble des solutions de financements pour nos clients.

Résultats du Groupe

Au deuxième trimestre 2020, le résultat net part du Groupe publié du Groupe Crédit Agricole ressort à 1 483 millions d'euros, contre 1 813 millions d'euros au deuxième trimestre 2019. Les éléments spécifiques de ce trimestre ont eu un effet net négatif de -302 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe.

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre (-302 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe) comprennent l'impact du soutien mutualiste aux clients professionnels assurés contre le risque de perte opérationnelle pour -94 millions d'euros dans les revenus des Caisses régionales, -2 millions d'euros dans les revenus de LCL et -143 millions d'euros dans les revenus de l'assurance (impact en résultat net part du Groupe respectivement de -64 millions d'euros, -1 million d'euros et -97 millions d'euros), l'impact de la soule de l'opération de Liability Management réalisée par Crédit Agricole S.A. au début du mois de juin 2020 (-41 millions d'euros dans les revenus et -28 millions d'euros en résultat net part du Groupe). A ceci s'ajoute les éléments de volatilité comptable récurrents avec un effet net négatif de -160 millions d'euros en produit net bancaire et -109 millions d'euros en résultat net part du Groupe, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe), auxquels s'ajoute la partie de la *FVA-Funding Value Adjustment* relative à la variation de spread émetteur, qui n'est pas couverte, pour -5 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -51 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -53 millions d'euros. Sont également classés en éléments spécifiques les coûts d'intégration des entités acquises récemment par CACEIS (Kas Bank et S3) pour -5 millions d'euros en charges d'exploitation et -2 millions d'euros en résultat net part du Groupe. L'activation de la garantie Switch sur le deuxième trimestre 2020 génère deux impacts de sens inverse en coût du risque pour 65 millions d'euros dans les pôles Gestion de l'épargne et Assurances (impact positif) et pour les Caisses régionales (-65 millions d'euros). Au deuxième trimestre 2019, les éléments spécifiques avaient eu un

effet net, négatif de -33 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe et ils comprenaient uniquement les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour -3 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -6 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -24 millions d'euros.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent⁵ atteint 1 785 millions d'euros**, en baisse de -3,3% par rapport au deuxième trimestre 2019. Cette baisse est attribuable en grande partie aux effets de la crise de la Covid-19, en particulier sur le provisionnement des encours de crédit.

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T2-2020 et au T2-2019

En m€	T2-20 publié	Eléments spécifiques	T2-20 sous-jacent	T2-19 publié	Eléments spécifiques	T2-19 sous-jacent	T2/T2 publié	T2/T2 sous-jacent
Produit net bancaire	8 096	(441)	8 536	8 485	(49)	8 534	(4,6%)	+0,0%
Charges d'exploitation hors FRU	(5 036)	(5)	(5 031)	(5 308)	-	(5 308)	(5,1%)	(5,2%)
FRU	(107)	-	(107)	(4)	-	(4)	x 27,5	x 27,5
Résultat brut d'exploitation	2 953	(445)	3 398	3 174	(49)	3 223	(7,0%)	+5,4%
Coût du risque de crédit	(1 208)	-	(1 208)	(598)	-	(598)	x 2	x 2
Sociétés mises en équivalence	78	-	78	94	-	94	(17,0%)	(17,0%)
Gains ou pertes sur autres actifs	78	-	78	(8)	-	(8)	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(3)	-	(3)	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	1 898	(445)	2 343	2 662	(49)	2 711	(28,7%)	(13,6%)
Impôt	(308)	142	(450)	(728)	16	(743)	(57,7%)	(39,5%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(0)	-	(0)	8	-	8	ns	ns
Résultat net	1 590	(303)	1 893	1 942	(33)	1 976	(18,1%)	(4,2%)
Intérêts minoritaires	(107)	1	(108)	(130)	-	(130)	(17,4%)	(16,6%)
Résultat net part du Groupe	1 483	(302)	1 785	1 813	(33)	1 846	(18,2%)	(3,3%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	62,2%		58,9%	62,6%		62,2%	-0,3 pp	-3,3 pp
Résultat net part du Groupe hors FRU	1 580	(302)	1 882	1 815	(33)	1 848	(13,0%)	+1,8%

Au deuxième trimestre 2020, le **produit net bancaire sous-jacent** est resté stable par rapport au deuxième trimestre 2019, à 8 536 millions d'euros, il affiche une hausse de +2,2% pour les pôles métiers hors Activités Hors Métiers. Ce niveau de revenus sur le trimestre a été rendu possible grâce à un niveau d'activité qui est resté dynamique malgré le contexte sanitaire, en particulier dans le pôle Grandes clientèles, qui affiche une croissance de +20,9% de ses revenus (+310 millions d'euros) ; les Caisses régionales enregistrent également une légère croissance des revenus sous-jacents (+1,2%, soit +39 millions d'euros), de même que le pôle Gestion de l'épargne et Assurances (+1,6%, soit +24 millions d'euros). En revanche, les pôles Banques de proximité en France et à l'international ainsi que les Services financiers spécialisés enregistrent un recul de leurs revenus sur la période, affichant respectivement une baisse de -6,5% / -106 millions d'euros et -11,7% / -80 millions d'euros.

Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU (Fonds de résolution unique)** sont en recul de -5,2% par rapport au deuxième trimestre 2019 pour s'établir à 5 031 millions d'euros. A l'exception du pôle Grandes clientèles qui voit ses charges augmenter de +55 millions d'euros (+7,0%), tous les autres pôles affichent une baisse de leurs charges sur la période, en particulier toutes les Banques de proximité (Caisses régionales -8,9% / -198 millions d'euros ; LCL : -5,1% / -29 millions d'euros ; Banque de proximité à l'international : -3,5% / -16 millions d'euros). Ces baisses s'expliquent notamment par des baisses de frais de

⁵ Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. p. 32 et suivantes pour plus de détails sur les éléments spécifiques.

personnel et de frais de déplacements. Au global, le Groupe affiche un effet ciseau positif de +5,2 points de pourcentage (Caisses régionales : +10,1 points de pourcentage). La contribution au Fonds de résolution unique a été complétée ce trimestre à hauteur de 107 millions d'euros supplémentaires (contre 4 millions d'euros au deuxième trimestre 2019). Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'élève à 58,9%, en amélioration de 3,3 points de pourcentage** par rapport au deuxième trimestre 2019.

Le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** affiche donc une croissance de +5,4% à 3 398 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2019. Hors contribution au FRU, le résultat brut d'exploitation sous-jacent atteint 3 505 millions d'euros, en hausse de +8,6% par rapport au deuxième trimestre 2019.

Le **coût du risque de crédit** est en hausse significative (x2 par rapport au deuxième trimestre 2019), en raison d'une hausse du provisionnement des encours sains dans le contexte de la crise du Covid-19 pour tous les métiers. Il s'élève à 1 208 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2020, contre 598 millions d'euros au deuxième trimestre 2019. La qualité des actifs est bonne : le taux de créances douteuses est stable à 2,4% à fin juin 2020 et le taux de couverture est élevé à 84,5%, en hausse de 0,2 point de pourcentage sur le trimestre. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (46% des encours bruts au niveau du Groupe) et grandes entreprises (16% des encours bruts au niveau de Groupe). Le stock de provisions atteint 20,1 milliards d'euros à fin juin 2020, dont 30% porte sur les encours sains (*Stages 1 & 2*). Progressivement, dès le premier trimestre 2020, le contexte et les incertitudes liées à la conjoncture économique mondiale ont été pris en compte, en intégrant les effets attendus des mesures de soutien annoncées. Les niveaux de provisionnement ont été déterminés pour refléter la dégradation brutale de l'environnement, en tenant compte de plusieurs scénarios économiques pondérés, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur les portefeuilles de la banque de proximité et sur les entreprises et compléments spécifiques sur des secteurs ciblés : tourisme, automobile, aéronautique, grande distribution textile, énergie, *supply chain*). Plusieurs scénarios économiques pondérés ont été utilisés pour définir le provisionnement des encours sains, dont un scénario plus favorable (PIB à -7% en France en 2020 +7,3% en 2021, +1,8% en 2022) et un scénario plus défavorable (PIB à -15,1% en France en 2020, +6,6% en 2021 et +8% en 2022).

La hausse du provisionnement sur encours sains explique 70% de la hausse du provisionnement total entre le deuxième trimestre 2019 et le deuxième trimestre 2020. Le **coût du risque sur encours⁶ annualisé sur le premier semestre 2020 atteint 45 points de base** (contre 33 points de base sur quatre trimestres glissants et 51 points de base en vision trimestrielle annualisée). Le provisionnement sur les *Stages 1 & 2* s'élève à 424 millions d'euros, contre 0 euro au deuxième trimestre 2019 et 398 millions d'euros au premier trimestre 2020. Le provisionnement sur risques avérés s'élève à 785 millions d'euros (contre 588 millions d'euros au deuxième trimestre 2019 et 516 millions d'euros au premier trimestre 2020).

Le **résultat avant impôt sous-jacent s'établit à 2 343 millions d'euros**, en baisse de -13,6% par rapport au deuxième trimestre 2019. Outre les variations du résultat d'exploitation explicitées ci-dessus, le résultat avant impôt sous-jacent intègre également la contribution des sociétés mises en équivalence pour 78 millions d'euros (en baisse de -17,0% notamment du fait des Joint-ventures de CA-CF) ainsi que le résultat net sur autres actifs qui atteint 78 millions ce trimestre (contre -8 millions d'euros au deuxième trimestre 2019) et qui intègre une plus-value immobilière enregistrée par CA Italia. La **charge d'impôt sous-jacente est en baisse de -39,5%** sur la période. Le taux d'impôt sous-jacent est en baisse de -8,6 points de pourcentage à 19,8%, principalement en lien avec la baisse du taux d'impôt en France depuis début 2020. Ainsi, le résultat net sous-jacent avant déduction des minoritaires est en baisse de -4,2% et le résultat net part du Groupe sous-jacent en baisse de -3,3% par rapport au deuxième trimestre 2019.

⁶ Coût du risque sur encours en points de base, annualisé

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au S1-2020 et au S1-2019

En m€	S1-20 publié	Eléments spécifiques	S1-20 sous-jacent	S1-19 publié	Eléments spécifiques	S1-19 sous-jacent	S1/S1 publié	S1/S1 sous-jacent
Produit net bancaire	16 462	(452)	16 914	16 682	(175)	16 857	(1,3%)	+0,3%
Charges d'exploitation hors FRU	(10 584)	(75)	(10 509)	(10 585)	-	(10 585)	(0,0%)	(0,7%)
FRU	(562)	-	(562)	(426)	-	(426)	+31,9%	+31,9%
Résultat brut d'exploitation	5 316	(527)	5 843	5 671	(175)	5 846	(6,3%)	(0,0%)
Coût du risque de crédit	(2 137)	-	(2 137)	(879)	-	(879)	x 2,4	x 2,4
Sociétés mises en équivalence	168	-	168	188	-	188	(10,8%)	(10,8%)
Gains ou pertes sur autres actifs	84	-	84	3	-	3	x 29,2	x 29,2
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(3)	-	(3)	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	3 428	(527)	3 955	4 983	(175)	5 158	(31,2%)	(23,3%)
Impôt	(789)	148	(937)	(1 576)	57	(1 633)	(50,0%)	(42,6%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(1)	-	(1)	8	-	8	ns	ns
Résultat net	2 638	(379)	3 017	3 415	(118)	3 534	(22,8%)	(14,6%)
Intérêts minoritaires	(248)	3	(251)	(253)	-	(253)	(2,0%)	(0,9%)
Résultat net part du Groupe	2 391	(376)	2 767	3 163	(118)	3 281	(24,4%)	(15,7%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	64,3%		62,1%	63,5%		62,8%	+0,8 pp	-0,7 pp
Résultat net part du Groupe hors FRU	2 913	(376)	3 289	3 569	(118)	3 687	(18,4%)	(10,8%)

Au premier semestre 2020, le **résultat net part du Groupe sous-jacent baisse de -15,7%** par rapport au premier semestre 2019. Le produit net bancaire sous-jacent est en hausse de +0,3% et les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU baissent de -0,7%, générant un effet de ciseau positif de +1,0 point de pourcentage. La contribution au FRU augmente de 31,9%, à 562 millions d'euros. Hors contribution au FRU, le résultat brut d'exploitation sous-jacent atteint 6 405 millions d'euros, en hausse de +2,1% par rapport au premier semestre 2019. Le coût du risque de crédit est multiplié par 2,4 et la charge d'impôt diminue de 42,6% par rapport au premier semestre 2019.

Caisses régionales

L'**activité commerciale** des Caisses régionales est **dynamique** sur ce trimestre avec une **croissance des encours toujours forte**. Les **encours de crédits** atteignent 543,3 milliards d'euros (530,6 milliards d'euros hors PGE) en progression de 8,4% par rapport au deuxième trimestre 2019 (+5,9% hors PGE). La hausse est forte sur les **crédits habitat** (+7%) et les **crédits accordés aux entreprises, professionnels et agriculteurs** (+14%). Les **réalisations de crédits** augmentent par rapport au deuxième trimestre 2019 (+32,6%) mais sont en baisse lorsqu'on exclut les PGE (-14,8%). **L'activité est particulièrement dynamique en juin**, avec un niveau de production de crédits au mois de juin 2020 supérieur au niveau de production du mois de juin 2019 (+36,1% dont +6,9% sur l'habitat, +2,9% hors PGE). D'autres indicateurs témoignent d'une forte reprise : le nombre de simulation de crédits et le nombre de souscriptions à des contrats d'épargne ont augmenté respectivement de 75% et 63% (dont 67% de la hausse liée à des contrats d'épargne de bilan) entre mars 2020 et juin 2020. La **collecte bilan** atteint 495,9 milliards d'euros et progresse par rapport au deuxième trimestre 2019 de 11,1% (dont +25,2% sur les dépôts à vue et +8,7% sur les livrets) et la **collecte hors-bilan** est stable (-0,5% à 264,7 milliards d'euros) avec des encours d'assurance-vie en légère augmentation (+0,9%) et des encours liés aux titres et aux valeurs mobilières en baisse de -4,6%. Enfin, la **conquête brute demeure très active** (+480 000 clients) avec une nette accélération en juin (+110 000 clients, +1,9% juin/juin), et un solde toujours positif de la mobilité bancaire (+38 500 clients). Dans ce contexte, le **fonds de commerce continue de progresser sensiblement** (+27 000 clients supplémentaires en 2020, +6,7% juin/juin).

Au **deuxième trimestre 2020**, le **produit net bancaire** sous-jacent des Caisses régionales atteint 3 316 millions d'euros et est en hausse depuis le deuxième trimestre 2019 (+1,2%). La **marge nette d'intérêt** se maintient et le niveau global des **commissions** diminue (-2,3%) en raison d'une modération des commissions de dysfonctionnement et d'une baisse des commissions de paiements. Le **produit net bancaire de portefeuille** diminue également en raison des valorisations de fin de trimestre en normes internationales mais se redresse par rapport au premier trimestre 2020. Les **charges hors FRU** sous-jacentes sont maîtrisées et diminuent sur la période (-8,9% par rapport au deuxième trimestre 2019) en lien avec la baisse des frais de personnel. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent progresse au deuxième trimestre 2020 (+19,6%) grâce à un effet ciseaux positif (+10,1 points de pourcentage). Au final, malgré un **coût du risque** sous-jacent en hausse (+24,9%), le **RNPG** sous-jacent des Caisses régionales atteint 663 millions d'euros et progresse de 17,9%.

Le **produit net bancaire** sous-jacent diminue de 3,2% au premier semestre 2020 par rapport au premier semestre 2019, tout comme le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent (-5%) en lien avec le **produit net bancaire de portefeuille** qui diminue en raison des valorisations de fin de trimestre en normes internationales. Le **coefficient d'exploitation** sous-jacent est stable (+0,1 point de pourcentage) avec une diminution des **charges hors FRU** sous-jacentes (-3,1%). Enfin, avec un **coût du risque** sous-jacent en hausse (x2,1), la contribution des Caisses régionales au **RNPG** sous-jacent du Groupe est en baisse de 19,8%.

La performance des autres métiers du Groupe Crédit Agricole est détaillée dans la partie Crédit Agricole S.A. de ce communiqué.

* *
*

Commentant ces résultats et l'activité du Groupe au premier trimestre 2020, Dominique Lefebvre, Président de la SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., a indiqué : « *L'utilité se gagne chaque jour par ce que nous faisons concrètement pour les citoyens et pour la société. Dans cette période inédite, les femmes et les hommes du Groupe se sont totalement engagés pour soutenir les clients et l'économie. Notre solidité, nos performances financières, nous les mettons au service de la reprise, dans tous les territoires. C'est notre Raison d'être, depuis toujours.* »

Crédit Agricole S.A.

Résultats solides (-13,7% S1/S1) sous l'effet de la croissance du RBE ce semestre (+2,9%) et d'un provisionnement prudent ; ROTE sous-jacent⁷ 8,5%

- **Résultat publié** : 954 m€ (-21,9% T2/T2); PNB publié : 4 897 m€ (-4,9%); RBE publié: 1 838 m€ (-12,9%)
- **RBE sous-jacent stable** au T2 (2 130 Mds€, -0,5% T2/T2), grâce à la stabilité des revenus (+0,1%) et à une très bonne maîtrise des charges (-1,9%)
- **Amélioration du coefficient d'exploitation** de 1,2 pt T2/T2 à 57,4% ; effet ciseaux positif (+2,0 pp)
- RNPG sous-jacent en baisse (-10,9%) sous l'effet de la hausse du provisionnement (x2,5)
- **Bénéfice sous-jacent par action**: T2-20 : 0,36€, -10,1% T2/T2 ; S1-20 ; 0,53€, -15,5% S1/S1

Activité soutenue en crédit, collecte et assurance, forte reprise dans tous les métiers de CASA en fin de trimestre

- **Conquête dynamique** (+145 000 clients professionnels et particuliers en 2020 chez LCL et +55 000 chez CA Italia)
- **Progression T2/T2 des encours** de gestion d'actifs (+7,1%), d'assurance-vie (+1,6%), des encours de crédit hors PGE chez LCL (habitat +7%, professionnels +11% et entreprises +6%), des encours de crédit chez CA Italia (+4,9%), et des encours de crédit à la consommation consolidés (+2,2%).
- **Progression de la collecte** chez LCL (hausse de la collecte bilan de +13,6% et stabilité de l'épargne hors bilan à -1,2%), et chez CA Italia (hausse de la collecte gérée de +5,4% et de la collecte bilan de 4,6%)
- Taux d'UC dans la collecte brute en hausse (+12,4 pp juin/juin à 41,6%) et dans les encours en hausse à 22,7% (+0,5 pp juin/juin). Fort rebond de l'activité post-confinement en dommages ; résilience du chiffre d'affaires (-0,8% T2/T2)
- **Activité commerciale excellente en banque de marché** (+44%) et solide en banque de financement (+5,7%) ; gestion prudente des risques (VaR modérée à 14 m€ au 30 juin)
- **Renouvellement du partenariat entre Amundi et Société Générale** pour 5 ans.

Hausse du provisionnement (x2,5) liée pour moitié au provisionnement des risques avérés et pour moitié au provisionnement des encours sains

- **Taux de CDL stable** (3,2 %), **taux de couverture en hausse** (73,4%, +0,9 pp vs mars 20) ; Stock de provisions à 10,1 Mds€, dont 24% lié au provisionnement des encours sains ; portefeuille de prêts diversifié, à 46% sur les entreprises et 27% sur l'habitat ; 73% des EAD (*Exposure at default*) *Investment grade*
- **Hausse du provisionnement** (908 m€ dont 236 m€ en stage 1 et 667 en stage 3, x2,5 T2/T2, +46,2% T2/T1)
- Coût du risque S1-20 sur encours annualisé 74 pb

Solvabilité très solide

- **Ratio CET1 phasé en hausse sensible (+0,6 pp) à 12,0%, +4,1 au-dessus de l'exigence SREP (+0,6 pp juin/mars)** intégrant les mesures d'ajustements réglementaires de la BCE (Quick-Fix pour +41 pb) et l'impact de la remontée des marchés sur le trimestre sur les réserves latentes sur portefeuilles titres (+19 pb). Provision pour dividendes T2 de 0,16€ par action. **Ratio non phasé à 11,7%**. Ratio phasé pro-forma des deux mois de carence sur les PGE à 12,0%
- **RWA stables sur le trimestre** : baisse des emplois pondérés des métiers (en particulier chez SFS), mesures d'ajustements réglementaires dont facteur supplétif (-2,6 Mds€), et ajustements menés par CACIB (-1,5 Md€) compensent la croissance de la valeur de mise en équivalence de l'Assurance (+2,1 Md€). Pro-forma des deux mois de carence sur les PGE, baisse des RWA de -2,3 Mds€.

Liquidité en hausse

- **405 Mds€ de réserves au 30/06, en hausse de 67 Mds€ par rapport au 31/03/2020. Augmentation du LCR : 134,4%⁸.**
- En juin 2020, **tirage significatif de 90 Mds€ sur la facilité TLTRO III**, pour soutenir l'activité crédit et bénéficier d'un coût de refinancement compétitif ; remboursement des tirages TLTRO II (partiel) et LTRO.
- 96% du programme de financement MLT de marché de 12 Mds€ réalisé à fin juillet.

Activation du Switch, due aux tensions ce semestre sur les marchés actions et obligataires

- Impact positif sur le coût du risque de Crédit Agricole SA, retraité en éléments spécifiques, de 65 million d'euros (+44 m€ en RNPG) ; impact solvabilité non significatif.

⁷ ROTE sous-jacent calculé sur le premier semestre 2020 annualisé

⁸ Ratio calculé sur la base d'une moyenne sur 12 mois

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 5 août 2020, a examiné les comptes du deuxième trimestre et du premier semestre 2020.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T2-2020 et au T2-2019

En m€	T2-20 publié	Eléments spécifiques	T2-20 sous-jacent	T2-19 publié	Eléments spécifiques	T2-19 sous-jacent	T2/T2 publié	T2/T2 sous-jacent
Produit net bancaire	4 897	(288)	5 185	5 149	(30)	5 179	(4,9%)	+0,1%
Charges d'exploitation hors FRU	(2 980)	(5)	(2 976)	(3 033)	-	(3 033)	(1,7%)	(1,9%)
FRU	(79)	-	(79)	(6)	-	(6)	x 13,8	x 13,8
Résultat brut d'exploitation	1 838	(292)	2 130	2 111	(30)	2 140	(12,9%)	(0,5%)
Coût du risque de crédit	(842)	65	(908)	(358)	-	(358)	x 2,4	x 2,5
Sociétés mises en équivalence	88	-	88	108	-	108	(18,3%)	(18,3%)
Gains ou pertes sur autres actifs	82	-	82	(1)	-	(1)	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	1 166	(227)	1 393	1 861	(30)	1 890	(37,3%)	(26,3%)
Impôt	(86)	72	(158)	(485)	9	(494)	(82,3%)	(68,1%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(0)	-	(0)	8	-	8	ns	ns
Résultat net	1 080	(155)	1 235	1 384	(20)	1 404	(21,9%)	(12,0%)
Intérêts minoritaires	(126)	2	(129)	(161)	0	(162)	(21,9%)	(20,5%)
Résultat net part du Groupe	954	(153)	1 107	1 222	(20)	1 242	(21,9%)	(10,9%)
Bénéfice par action (€)	0,31	(0,05)	0,36	0,39	(0,01)	0,40	(22,0%)	(10,1%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	60,9%		57,4%	58,9%		58,6%	+2,0 pp	-1,2 pp
Résultat net part du groupe hors FRU	1 020	(153)	1 173	1 227	(20)	1 247	(16,8%)	(6,0%)

Résultats

Au deuxième trimestre 2020, le **résultat net part du Groupe publié** de Crédit Agricole S.A. ressort à **954 millions d'euros**, contre 1 222 millions d'euros au deuxième trimestre 2019. Les **éléments spécifiques** de ce trimestre ont eu un **effet net négatif de -153 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe**.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent⁹** atteint **1 107 millions d'euros**, en baisse de -10,9% par rapport au deuxième trimestre 2019. Cette baisse est attribuable en grande partie à la hausse du coût du risque. Celle-ci est, pour moitié, liée au provisionnement des risques avérés, et pour moitié à la mise à jour des paramètres du provisionnement des encours sains dans le contexte actuel.

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre (-153 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe) comprennent l'impact du soutien mutualiste aux clients professionnels assurés contre le risque de perte opérationnelle pour -2 millions d'euros dans les revenus de LCL et -143 millions d'euros dans les revenus de l'assurance (impact en résultat net part du Groupe respectivement de -1 million d'euro et -97 millions d'euros), l'impact de la soulte de l'opération de *Liability Management* menée par Crédit Agricole S.A. au début du mois de juin 2020 (-41 millions d'euros en produit net bancaire et -28 millions d'euros en résultat net part du Groupe). A ceci s'ajoute les éléments de volatilité comptable récurrents avec un effet net négatif de -68 millions d'euros, sur le résultat net part du Groupe, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe), auxquels s'ajoute la partie de la *FVA-Funding Value Adjustment* relative à la variation de spread émetteur, qui n'est pas couverte, pour -5 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -50 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -14 millions d'euros. Sont également classés en éléments spécifiques les coûts d'intégration des

⁹ Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. p. 23 et suivantes pour plus de détails sur les éléments spécifiques.

entités acquises récemment par CACEIS (Kas Bank et S3) pour -5 millions d'euros en charges d'exploitation et -2 millions d'euros en résultat net part du Groupe. L'activation de la garantie Switch sur le deuxième trimestre 2020 génère un impact positif en coût du risque pour +65 millions d'euros dans le pôle Gestion de l'épargne et Assurances. Au deuxième trimestre 2019, les éléments spécifiques avaient eu un **effet net, négatif de -20 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe**, et ils comprenaient uniquement les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour -3 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -6 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour 11 millions d'euros.

Les performances des métiers subissent l'effet sur le deuxième trimestre 2020 des deux mois de confinement liés à la crise de la Covid-19 en France et dans la plupart des pays européens, générant une quasi-mise à l'arrêt des économies à la fin du premier trimestre 2020 et au début du deuxième trimestre. Pour autant, le **résultat brut d'exploitation** est resté résilient sur le trimestre à 2 130 millions d'euros (-0,5% par rapport au deuxième trimestre 2019) grâce à des revenus qui sont demeurés stables (+0,1% à 5 185 million d'euros) et des charges très bien maîtrisées par les métiers (-1,9% à 2 976 millions d'euros). Ceci témoigne de l'excellente efficacité opérationnelle des métiers de Crédit Agricole S.A., le coefficient d'exploitation s'améliorant de 1,2 point de pourcentage au deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2019. Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** est en retrait, néanmoins, de -10,9%. Cette baisse s'explique par la hausse du coût du risque, qui atteint 908 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2020 (x2,5 par rapport au deuxième trimestre 2019), tirée pour moitié par la hausse du provisionnement des risques avérés et pour moitié par la mise à jour des paramètres de calcul du provisionnement des encours sains. Ainsi, le pôle Grandes Clientèles, en dépit d'une forte croissance du résultat brut d'exploitation (+26,7%), est affecté par la multiplication par 5 du coût du risque et affiche au final un résultat net part du Groupe en baisse de -5,3% ; les pôles Banques de proximité et Services financiers spécialisés ont été particulièrement touchés par les deux mois de confinement et par des hausses importantes du coût du risque, ils affichent respectivement des baisses de leur résultat net part du Groupe de -39% et -27,9%. En revanche, le pôle Gestion de l'épargne et Assurances enregistre une hausse de son résultat net part du Groupe sur le trimestre (+11,0%) bénéficiant de conditions de marché plus favorables sur cette dernière période, qui viennent compenser partiellement l'effet défavorable du premier trimestre.

Au deuxième trimestre 2020, les **revenus sous-jacents** ont atteint 5 185 millions d'euros et sont restés stables par rapport au deuxième trimestre 2019 (+0,1%). Les revenus du pôle Gestion de l'épargne et Assurances enregistrent une hausse modérée de +1,5% : l'assurance enregistre une nette hausse +13,5%, bénéficiant d'un effet marché plus favorable (140 millions d'euros au deuxième trimestre) qu'au premier trimestre, la gestion d'actifs (-7,5%) est pénalisée par la baisse des commissions nettes de gestion malgré un bon niveau de commissions de surperformance et des résultats financiers en hausse. Les activités de proximité (Banques de proximité et Services financiers spécialisés) ont été fortement pénalisés par la quasi-mise à l'arrêt des économies et enregistrent une baisse de leurs revenus sous-jacents, respectivement de -6,6% et -11,7%. A l'inverse, les activités *Corporates* et Institutionnels ont été très dynamiques ce trimestre, générant de hauts niveaux de revenus dans le pôle Grandes clientèles. Ainsi, l'activité exceptionnelle en Banque de marché a permis de générer une hausse des revenus de +31,7% sur le deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2019. La banque de financement a également enregistré un bon niveau d'activité sur la période, enregistrant une hausse de +5,8% de ses revenus. Enfin, les activités de services aux institutionnels affichent une hausse de +23,9% grâce à l'entrée de nouveaux clients ainsi qu'à un effet périmètre lié aux acquisitions de fin d'année dernière. Le PNB récurrent, à savoir le PNB adossé à un stock (encours de crédit/collecte, actifs sous gestion) ou à un contrat (assurances dommages, prévoyance) représente 77% du PNB total.

Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU sont en diminution de -1,9% sur la période, permettant d'afficher des indicateurs d'efficacité opérationnelle de très bons niveaux : le coefficient d'exploitation ressort à 57,4%, en amélioration de 1,2 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2019 et l'effet ciseaux ressort positif, à 1,3 point de pourcentage. A l'exception du pôle Grandes clientèles qui enregistre une hausse de +7,0% de ses charges hors FRU (notamment liée à un effet de base dans la Banque de financement et d'investissement : reprise de provision sur frais de personnel au deuxième trimestre 2019, ainsi qu'un effet périmètre lié aux dernières acquisitions dans les Services financiers aux institutionnels), tous les autres pôles

enregistrent une baisse de leurs charges hors FRU sur ce trimestre. Ainsi, le pôle Gestion de l'épargne et Assurances enregistre une baisse de -3,7%, tirée par la Gestion d'actifs (-7,5%, grâce à la baisse des rémunérations variables et toujours aux synergies de coûts réalisées suite à l'intégration de Pioneer), qui vient compenser la hausse enregistrée par les assurances (+4,1%, liée notamment à une hausse des effectifs pour accompagner le développement des métiers). Le pôle Banque de proximité affiche une baisse de ses charges hors FRU sur le trimestre (-4,6%), en enregistrant une baisse des dépenses de personnel pour la France et en ayant réalisé des économies sur les dépenses externes et les mobilités pour l'Italie. De même, les Services financiers spécialisés voient leurs charges hors FRU diminuer de -6,2% sur le trimestre grâce notamment à un strict contrôle des coûts chez CACF. Sur les 57 millions d'euros de baisse des charges sous-jacentes hors FRU constatée entre le deuxième trimestre 2020 et le deuxième trimestre 2019, la crise du Covid-19 a généré une baisse des charges de -23 millions d'euros, qui se décompose en 80 millions d'euros de charges évitées (déplacements, dépenses externes) et 57 millions d'euros de charges supplémentaires permettant de sécuriser les collaborateurs. La contribution au Fonds de résolution unique a été complétée ce trimestre à hauteur de 79 millions d'euros supplémentaires (contre 6 millions d'euros au deuxième trimestre 2019).

Ainsi, le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** ressort à un haut niveau, 2 130 millions d'euros, en retrait limité de -0,5% par rapport au deuxième trimestre 2019, résilie compte tenu du contexte de la crise sanitaire et des deux mois de confinement en France et en Italie : +20,9% pour le pôle Grandes Clientèles, +6,5% pour la Gestion de l'épargne et Assurances, -11,7% pour la Banque de proximité, -16,7% pour les Services financiers spécialisés). Hors contribution au FRU, le résultat brut d'exploitation sous-jacent atteint 2 209 millions d'euros, en hausse de +2,9% par rapport au deuxième trimestre 2019.

Au 30 juin 2020, les indicateurs de risque témoignent une nouvelle fois de la qualité des actifs de Crédit Agricole S.A. et du niveau de couverture de ses risques. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté grandes entreprises (46% des encours bruts au niveau de Crédit Agricole SA) et habitat (27%). Ainsi, le taux de créances douteuses demeure toujours bas à 3,2% (+0,1 point de pourcentage par rapport au 31 mars 2020) et le taux de couverture élevé à 73,4%, en amélioration de 1,0 point de pourcentage sur le trimestre avec un stock total de provisions de 10,1 milliards d'euros). Sur ce stock de provisions, 24% sont liées au provisionnement des encours sains. Le **coût du risque** affiche une hausse significative (x2,5/-550 millions d'euros, à -908 millions d'euros contre -358 millions d'euros au deuxième trimestre 2019 et -621 millions d'euros au premier trimestre 2020). Cette hausse s'explique pour 48% par un provisionnement supplémentaire des encours sains (*Stages/Buckets 1&2*) sous l'effet de l'application des règles IFRS 9 et d'une mise à jour des paramètres de provisionnement et pour 52% par un provisionnement accru des risques avérés (*Stage/Bucket 3*). La charge de -908 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2020 se décompose en provisionnement des encours sains (*Stages 1&2*) pour -236 millions d'euros (contre une reprise de -26 millions d'euros au deuxième trimestre 2019 et une dotation de -223 millions d'euros au premier trimestre 2020) et du provisionnement des risques avérés (*Stage 3*) pour -667 millions d'euros (contre -371 millions d'euros au deuxième trimestre 2019 et -382 millions d'euros au premier trimestre 2020). Le coût du risque sur encours atteint sur le premier semestre 2020 74 points de base en chiffre annualisé (et 55 points de base sur quatre trimestres glissants et 86 points de base en vision trimestrielle annualisée). Dans les quatre métiers principalement contributeurs au coût du risque, celui-ci enregistre des variations similaires. Ainsi, LCL affiche un coût du risque à -117 millions d'euros (x2,3 par rapport au deuxième trimestre 2019 et +16,3% par rapport au premier trimestre 2020) et une augmentation de son coût du risque sur encours à 33 points de base en semestriel annualisé (contre 26 points de base sur quatre trimestres glissants et 35 points de base en vision trimestrielle annualisée); CA Italia enregistre un coût du risque de -146 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2020, soit 2,4 fois le niveau du deuxième trimestre 2019 et en hausse de +77,5% par rapport au premier trimestre 2020, avec un coût du risque sur encours atteignant 102 points de base en semestriel annualisé (contre 79 points de base sur quatre trimestres glissants et 129 points de base en vision trimestrielle annualisée); CACF enregistre une hausse de +85,1% du coût du risque à -218 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2019 (et +32,8% par rapport au premier trimestre 2020), avec un coût du risque sur encours qui ressort également en hausse à 211 points de base en semestriel annualisé (contre 172 points de base sur quatre trimestres glissants 241 points de base en vision trimestrielle annualisée). Enfin, en Banque de financement, le coût du risque du trimestre s'élève à -312 millions d'euros, contre une dotation de seulement -

39 millions d'euros au deuxième trimestre 2019 et soit 2,3 fois le niveau du premier trimestre 2020. Son coût du risque sur encours ressort à 78 points de base en semestre annualisé (contre 50 points de base sur quatre trimestres glissants et 102 points de base en vision trimestrielle annualisée).

Progressivement, dès le premier trimestre 2020, le contexte et les incertitudes liés à la conjoncture économique mondiale ont été pris en compte, en intégrant les effets attendus des mesures de soutien annoncées. Les niveaux de provisionnement ont été déterminés pour refléter la dégradation brutale de l'environnement, en tenant compte de plusieurs scénarios économiques pondérés, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur les portefeuilles de la banque de proximité et sur les entreprises et compléments spécifiques sur des secteurs ciblés : tourisme, automobile, aéronautique, grande distribution textile, énergie, *supply chain*). Plusieurs scénarios économiques pondérés ont été utilisés pour définir le provisionnement des encours sains, dont un scénario plus favorable (PIB à -7% en France en 2020 +7,3% en 2021, +1,8% en 2022) et un scénario plus défavorable (PIB à -15,1% en France en 2020, +6,6% en 2021 et +8% en 2022).

La contribution des **sociétés mises en équivalence** ressort en baisse de **-18,3%**, à 88 millions d'euros, traduisant notamment le repli de la contribution des *Joint-Ventures* dans le crédit à la consommation (-22,7% au deuxième trimestre 2020 par rapport au même trimestre 2019, liée notamment à une hausse du coût du risque chez Wafasalaf de 26 millions d'euros) en dépit d'une légère croissance de la contribution des *Joint-Ventures* dans la gestion d'actifs (+26,6%).

Le **résultat net sur autres actifs** enregistre ce trimestre un impact positif de +82 millions d'euros, qui s'explique notamment par le gain enregistré par CA Italia sur la vente d'un actif immobilier pour +65 millions d'euros.

Le **résultat sous-jacent¹⁰ avant impôt, activités cédées et minoritaires** ressort ainsi en diminution de **-26,3%**, à 1 393 millions d'euros. Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** s'établit à **12,1%**, en baisse de -15,6 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2019, la charge d'impôt sous-jacente est en baisse de -68,1% à -158 millions d'euros. Le taux d'impôt du deuxième trimestre 2020 est notamment impacté par la baisse du taux d'impôt en France depuis le 1^{er} janvier 2020 (32,02% au lieu de 34,43%), par l'effet favorable des filiales étrangères qui ont un taux d'impôt moins élevé qu'en France, et par un boni fiscal chez Agos pour 63 m€ lié à l'Affrancamento. Le **résultat net avant minoritaires affiche donc une baisse de -12,0%**.

La part de **résultat net attribuée aux intérêts minoritaires** est en baisse de -20,5% à 129 millions d'euros. Cela s'explique par plusieurs effets contraires : d'une part la baisse des intérêts minoritaires principalement pour Amundi (-9,7%) et CA Italia (-57,0%) et d'autre part la hausse de la part attribuée aux intérêts minoritaires pour CACEIS au profit de Santander (+79,0%).

Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** est en baisse de **-10,9%** par rapport au deuxième trimestre 2019 à **1 107 millions d'euros**. Hors contribution au FRU, la baisse est de -6,0%.

¹⁰ Cf. p. 23 pour plus de détails sur les éléments spécifiques de Crédit Agricole S.A.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au S1-2020 et au S1-2019

En m€	S1-20 publié	Éléments spécifiques	S1-20 sous-jacent	S1-19 publié	Éléments spécifiques	S1-19 sous-jacent	S1/S1 publié	S1/S1 sous-jacent
Produit net bancaire	10 097	(225)	10 322	10 004	(78)	10 081	+0,9%	+2,4%
Charges d'exploitation hors FRU	(6 235)	(65)	(6 170)	(6 136)	-	(6 136)	+1,6%	+0,5%
FRU	(439)	-	(439)	(337)	-	(337)	+30,0%	+30,0%
Résultat brut d'exploitation	3 423	(290)	3 713	3 530	(78)	3 607	(3,0%)	+2,9%
Coût du risque de crédit	(1 463)	65	(1 529)	(582)	-	(582)	x 2,5	x 2,6
Sociétés mises en équivalence	178	-	178	193	-	193	(7,7%)	(7,7%)
Gains ou pertes sur autres actifs	87	-	87	22	-	22	x 4	x 4
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	2 226	(224)	2 450	3 163	(78)	3 240	(29,6%)	(24,4%)
Impôt	(347)	55	(401)	(880)	23	(903)	(60,6%)	(55,6%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(1)	-	(1)	8	-	8	ns	ns
Résultat net	1 879	(170)	2 048	2 291	(54)	2 346	(18,0%)	(12,7%)
Intérêts minoritaires	(287)	3	(290)	(307)	1	(308)	(6,4%)	(5,6%)
Résultat net part du Groupe	1 592	(167)	1 758	1 985	(53)	2 038	(19,8%)	(13,7%)
Bénéfice par action (€)	0,47	(0,06)	0,53	0,61	(0,02)	0,63	(22,4%)	(15,5%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	61,7%		59,8%	61,3%		60,9%	+0,4 pp	-1,1 pp
Résultat net part du groupe hors FRU	1 984	(167)	2 151	2 297	(53)	2 350	(13,6%)	(8,5%)

Sur l'ensemble du premier semestre 2020, le résultat net part du Groupe publié est de 1 592 millions d'euros, contre 1 985 millions d'euros au premier semestre 2019, soit une baisse de -19,8%.

Les éléments spécifiques pour le premier semestre 2020 ont eu un effet négatif de -167 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe publié. S'ajoutant aux éléments du deuxième trimestre déjà mentionnés *supra*, les éléments du premier trimestre 2020 qui avaient eu un impact négatif de -54 millions d'euros et correspondaient également aux éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour -14 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour +81 millions d'euros et les variations de la provision Epargne Logement pour -7 millions d'euros chez LCL et pour -20 millions d'euros dans le pôle Activité hors métiers. Les éléments spécifiques du premier semestre 2019 avaient eu un impact de -53 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe. Par rapport à ceux du deuxième trimestre 2019 déjà mentionnés *supra*, ils ont eu un impact de -33 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe au premier trimestre 2019, soit les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA pour -6 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour -14 millions d'euros et les variations de la provision Epargne Logement pour -5 millions d'euros chez LCL et pour -8 millions d'euros dans le pôle Activité hors métiers.

Hors ces éléments spécifiques, le résultat net part du Groupe sous-jacent ressort à 1 758 millions d'euros, en baisse de -13,7% par rapport au premier semestre 2019.

Le bénéfice par action sous-jacent atteint 0,53 euro par action, en baisse de -15,5% par rapport au premier semestre 2019.

Le RoTE¹¹ annualisé net des coupons annualisés d'Additional Tier 1 (retour sur fonds propres part du Groupe hors incorporels) atteint 8,5% sur le premier semestre 2020, en retrait par rapport à l'année 2019 (11,0%). Les

¹¹ Voir détails du calcul du ROTE (retour sur fonds propres hors incorporels) et du RONE (retour sur fonds propres normalisés) des métiers en p. 26

RoNE (retour sur capital alloué normalisé) annualisés sont en baisse ce semestre, en lien avec la baisse des résultats, par rapport à l'année 2019.

Le **produit net bancaire sous-jacent** augmente de **+2,4%** par rapport au premier semestre 2019, grâce à une croissance significative des revenus du pôle Grandes clientèles (+15,0%), tandis que les activités de proximité ont été fortement impactées par la crise sanitaire (-3,0% dans la Banque de proximité et -8,3% dans les Services financiers spécialisés) et que les revenus du pôle Gestion de l'épargne et Assurances ont été fortement pénalisés par un effet marché négatif (-4,3%).

Les **charges d'exploitation** sous-jacentes sont globalement stables (croissance limitée de **+0,5%**, hors contribution au FRU, cette dernière étant en forte augmentation, de +30,0% à 439 millions d'euros au premier semestre 2020 contre 337 millions d'euros au premier semestre 2019). Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'élève à 59,8%**, en amélioration de 1,1 point de pourcentage. Hors contribution au FRU, le résultat brut d'exploitation sous-jacent atteint 4 152 millions d'euros, en hausse de +5,3% par rapport au premier semestre 2019.

Enfin, le **coût du risque** affiche une hausse significative (x2,5/-947 millions d'euros, à -1 529 millions d'euros contre -582 millions d'euros au premier semestre 2019).

Activité

La dynamique commerciale a été soutenue sur le trimestre, grâce au dynamisme des encours, de gestion d'actifs (+7,1%), d'assurance-vie (+1,6%), des encours de crédit en banque de proximité (+7% chez LCL hors PGE, +4,9% chez CA Italia) et des encours de crédit à la consommation consolidés (+2,2%). La collecte a progressé chez LCL (hausse de la collecte bilan de +13,6% et stabilité de l'épargne hors bilan à -1,2%), et chez CA Italia (hausse de la collecte gérée de +5,4% et de la collecte bilan de 4,6%). Le taux d'UC dans la collecte brute est en hausse (+12,4 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2019 à 41,6%), tout comme celui dans les encours, à 22,7% (+0,5 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2019). Le chiffre d'affaires en protection des personnes a été résilient (-3,5% par rapport au deuxième trimestre 2019), tout comme celui en assurance-dommages (-0,8% par rapport au deuxième trimestre 2019). La conquête brute a été dynamique (+145 000 clients professionnels et particuliers en 2020 chez LCL et +55 000 chez CA Italia) et le fonds de commerce a continué de croître (+10 000 clients chez LCL en 2020 et +1 500 chez CA Italia). L'activité commerciale a été exceptionnelle en banque de marché (+44% par rapport au deuxième trimestre 2019) et solide en banque de financement (+5,7%), et la gestion des risques reste prudente (VaR modérée à 14 m€ au 30 juin).

L'activité a repris fortement en juin, avec notamment des simulations de crédits habitat en hausse chez LCL (+38,8% entre mars et juin 2020), une hausse de la production commerciale dans le pôle Services financiers spécialisés (+170% pour CA-CF et +90% en crédit-bail pour CAL&F entre avril et juin 2020) et une hausse du nombre de souscriptions d'affaires nouvelles en assurance-dommages (+63% entre mars et juin 2020).

En Epargne/Retraite, les encours (épargne, retraite et prévoyance) atteignent 302,1 milliards d'euros, en hausse de +1,6% par rapport à juin 2019, dont 68,5 milliards d'euros d'unités de compte, en progression 3,9% sur un an. La part des unités de comptes dans les encours atteint 22,7%, en hausse de +1,2 point de pourcentage par rapport au premier trimestre 2020. Le chiffre d'affaires s'élève à 3,8 milliards d'euros sur le deuxième trimestre 2020 (en baisse de -51,8% par rapport au deuxième trimestre 2019), et la collecte nette totale est négative à -0,9 milliard d'euros soit en diminution de -4,3 milliards d'euros par rapport au deuxième trimestre 2019. Ce trimestre a cependant été marqué par une décollecte en euros (-1,8 milliard d'euros) et par une collecte nette positive en unités de compte (+0,9 milliard d'euros). La part des contrats UC dans la collecte brute atteint 41,6%, en hausse de +12,4 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2019 et de +0,3 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent. La solvabilité de Crédit Agricole Assurances est à un niveau confortable, à 233%, très supérieure à la borne supérieure de notre fourchette de pilotage 160%-200%. La Provision pour participations aux excédents (PPE) atteint 11,5 milliards d'euros au 30 juin, soit 5,5% du total des

encours, en dotation de 0,6 milliard d'euros. Celle-ci peut venir en support au taux de rendement moyen annualisé des actifs du fonds général, qui atteint 2,50%¹² au 30/06/2020, soit un niveau déjà nettement supérieur au taux minimum garanti moyen (0,28% à fin 2019).

En Assurances dommages, Crédit Agricole Assurances enregistre une légère baisse des primes, de -0,8% au deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2019. Pacifica enregistre un apport net d'environ **+ 43 000 contrats** sur le trimestre, pour atteindre près de 14,2 millions de contrats à fin juin 2020, soit une hausse de +3,1% sur un an. Le taux d'équipement des clients particuliers¹³ progresse dans les réseaux de LCL (25,2% à fin juin 2020, soit une augmentation de +0,6 point de pourcentage depuis juin 2019) et des Caisses régionales (41,0% à fin juin 2020, soit une augmentation de +1,0 point de pourcentage depuis juin 2019), ainsi que chez CA Italia (15,9% à fin juin 2020, soit une augmentation de +1,3 point depuis juin 2019). Le ratio combiné reste maîtrisé, à 97,7%, en légère hausse de 2,5 points de pourcentage sur un an. En **prévoyance/emprunteur/collectives**, le chiffre d'affaires atteint ce trimestre près de 958 millions, en baisse de -3,5% par rapport au deuxième trimestre 2019.

La Gestion d'actifs (Amundi) enregistre ce trimestre une décollecte nette limitée malgré le contexte inédit (-0,8 milliard d'euros), et une bonne dynamique de la collecte sur les actifs moyen long terme (MLT) (+3,5 milliards d'euros). La collecte MLT sur la clientèle retail (hors *Joint venture*) résiste, à -1,7 milliard d'euros avec une bonne résilience dans les réseaux (en France avec +1,2 milliard d'euros et à l'international avec -0,1 milliard d'euros) ; dans le segment Distributeurs tiers, les sorties du trimestre (-2,7 milliards d'euros) sont concentrées au mois d'avril, et les flux sont redevenus positifs en juin. La collecte nette est de bon niveau sur les *Joint Ventures* (+3,1 milliards d'euros) et dynamique sur les institutionnels et *corporates* MLT (+4,6 milliards d'euros), en raison d'une reprise de l'appétence au risque de des clients institutionnels et souverains. Les encours sous gestion restent ainsi à un niveau toujours élevé à 1 592 milliards d'euros à fin juin 2020, en hausse de +7,1% par rapport à fin juin 2019. L'effet marché sur les encours sous gestion est de +64,9 milliards d'euros par rapport à mars 2020. **A noter ce trimestre le renouvellement du partenariat entre Amundi et Société Générale pour 5 ans.**

Les Banques de proximité maintiennent une bonne résilience de leur activité. La production de crédit habitat est en baisse pour LCL (-9,8% au deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2019), mais est stable pour CA Italia (-0,8% ce trimestre, mais nette reprise en juin de la production crédit habitat, de +26,9% par rapport au mois d'avril 2020). Toutefois, les encours de crédit continuent à augmenter dans les banques de proximité : en France avec, pour LCL, une croissance de +11,2% des crédits fin juin 2020 par rapport à fin juin 2019, notamment portée par les crédits habitat (+8,5%), les crédits entreprises (+18,0%) et les crédits professionnels (+27,3%), mais aussi en Italie avec, pour CA Italia, une croissance de +4,9% des crédits fin juin 2020 par rapport à fin juin 2019, tirée par les crédits aux particuliers (+4,2%) et les crédits aux professionnels (+1,5%), ainsi que les crédits aux grandes entreprises et PME (+8,9%), et, enfin, pour l'ensemble des Banque de Proximité à l'International hors Italie, une croissance des crédits de +1,8% fin juin 2020 par rapport à fin juin 2019, notamment portées par l'Egypte (+19,0%¹⁴) et le Maroc (+3,8%¹⁴), malgré une baisse en Ukraine (-10,8%¹⁴) et en Pologne (-3,4%¹⁴). En France, les renégociations de crédits habitat de LCL sont en baisse ce trimestre et atteignent 0,6 milliard d'euros d'encours au ce trimestre, contre 0,9 milliard d'euros au premier trimestre 2020, soit une différence de 0,3 milliard d'euros, et restent très en-deçà du point haut de 5,2 milliards d'euros du quatrième trimestre 2016. La collecte hors bilan reste stable pour LCL (-0,7%), impactée par un effet marché toujours négatif, malgré une remontée ce trimestre et est en hausse pour CA Italia (+4,6%). La collecte bilan est en hausse sur tous les marchés, de +13,1% par rapport à juin 2019 pour LCL en France liée notamment à une progression de l'épargne des particuliers, tirée par les dépôts à vue (+28,2%) et les livrets (+4,9%) ; elle progresse de +4,6% pour CA Italia, notamment portée par la hausse des dépôts des entreprises depuis le début de l'année ; et enfin de +5,5% pour l'ensemble des Banque de Proximité à l'International hors Italie, tirée par le Maroc (+7,5%¹⁴) et l'Ukraine

¹² Taux Predica

¹³ Taux d'équipement : part des clients bancaires particuliers détenant au-moins un produit d'assurances (estimations Pacifica). Périmètre : assurances auto, habitation, santé, GAV et protection juridique.

¹⁴ Hors effet de change

(+11,4%¹⁴). Le taux d'équipement en Assurances automobile, MRH, santé, juridique ou GAV est en hausse chez LCL à 25,2% (+0,6 point de pourcentage) et chez CA Italia 15,9% (+1,3 point de pourcentage).

Au sein du pôle des Services financiers spécialisés, la **production commerciale de CA-CF** atteint 7,1 milliards d'euros, en baisse de 40% par rapport au deuxième trimestre 2019, notamment liée à une baisse sur **Agos** (-51%) et sur les **partenariats automobiles** (-43% dont -51% sur FCA Bank). Les **contributions des Caisses régionales et de LCL** affichent également une baisse sensible (respectivement -41,3% et -40%). Le ralentissement de l'activité au sein de GAC Sofinco est, lui, plus modéré, avec une baisse de la production commerciale de -10% par rapport au deuxième trimestre 2019. Plus globalement, **l'activité est à nouveau soutenue depuis le mois de juin** avec une production commerciale de CA-CF en hausse de +170%/+2,3 milliards d'euros entre avril 2020 et juin 2020 (219% en France et 145% à l'international). Plus spécifiquement, la production en Chine a augmenté de 97% entre mars 2020 et juin 2020. CA-CF a également continué de soutenir ses clients durant cette période avec la mise en place de 400 000 moratoires. Dans ce contexte, les **encours gérés** atteignent 88,4 milliards d'euros et diminuent de -2,4% par rapport au deuxième trimestre 2019, avec une contribution des **partenariats automobiles** en baisse (-6,6%) et une **contribution des entités du Groupe** en hausse (+1,9%). Les **encours consolidés** sont quant à eux stables par rapport au deuxième trimestre 2019 (+0,2%), et atteignent 34,3 milliards d'euros. La **production de CAL&F** diminue également par rapport au deuxième trimestre 2019. En effet, la **production commerciale en affecturation** est en baisse (-9,2% à 3,8 milliards d'euros) notamment en **France** (-51% à 1,8 milliard d'euros). A l'inverse, à **l'international**, la production augmente de 1,6 milliard d'euros pour atteindre 1,9 milliard d'euros grâce au démarrage de contrats importants en Allemagne. Dans ce contexte, le **chiffre d'affaires factoré** diminue sur la période (-24,6% par rapport au deuxième trimestre 2019 à 15,5 milliards d'euros). Par ailleurs, la **production commerciale en crédit-bail** atteint 1 milliard d'euros et baisse de 23,9% par rapport au deuxième trimestre 2019, notamment en **France** et en **Pologne** (respectivement -215 millions d'euros et -84 millions d'euros) mais l'activité reprend depuis juin avec une progression de la production de 90% entre avril 2020 et juin 2020. Enfin, les **encours financés en crédit-bail** s'établissent à 15,1 milliards d'euros et progressent de +2,2% par rapport au deuxième trimestre 2019.

L'activité du pôle **Grandes clientèles** est très dynamique ce trimestre, avec des **revenus sous-jacents** en hausse au deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2019 (+20,9% à 1,8 milliard d'euros) notamment sur la **banque de marché et d'investissement** (+38% à 780 millions, dont +44% pour la banque de marché) grâce à une **forte contribution de tous les métiers**. Les **originations obligataires** affichent un **record d'activité**, le volume d'activité a été multiplié par deux par rapport au deuxième trimestre 2019. Les **positions de premier plan de CA-CIB** ont été confirmées sur ce segment (#1 en *All French Corporate bonds*, #1 en *Global Green, Social and Sustainability bonds*¹⁵). Le métier **Fixed Income Credit and Change** (FICC) réalise par ailleurs une **très bonne performance** (croissance de +44% des revenus y compris CVA au deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2019) témoignant de **l'efficacité de notre modèle relationnel**. La **VaR réglementaire** au 30/06/2020 est en hausse modérée et **reste à un niveau bas**, en lien avec notre **gestion prudente des risques** (14 millions d'euros au 30 juin 2020 vs 22,2 millions d'euros au 31 mars 2020, VaR réglementaire moyenne : 18,8 millions d'euros au T2-2020 vs 11,4 millions d'euros au T1-2020). La **banque de financement** présente des revenus sous-jacents en hausse (+5,8% par rapport au deuxième trimestre de 2019) à 720 millions d'euros grâce à sa capacité à **mobiliser l'ensemble des solutions de financements pour nos clients** (underwriting, club deal et prêt bilatéral). En particulier, la performance a été très bonne sur les **crédits syndiqués**. CA-CIB a **renforcé ses parts de marché** sur ce métier (7,6% vs 6,9% à fin juin 2019¹⁶) et devient ainsi le **2^{ème} acteur sur le marché EMEA des crédits syndiqués**. Au global, les revenus de la **banque commerciale** progressent de 22,4% pour s'établir à 408 millions d'euros. Les **financements structurés** enregistrent quant à eux une baisse de leurs

¹⁵ Sources : Refinitiv et Bloomberg

¹⁶ Source : Refinitiv T78

revenus (-10,2%) sous l'effet d'un ralentissement conjoncturel de l'activité. Par ailleurs, en lien avec son modèle *Originate to Distribute*, la Banque de financement a enregistré un taux de distribution primaire moyen sur les douze derniers mois de 39%, en baisse de 5 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2019.

Enfin, les **Services financiers aux institutionnels** (CACEIS) enregistrent ce trimestre de **bons niveaux d'encours conservés** (3 873 milliards d'euros à fin juin 2020, en hausse de +35% sur un an) et **d'encours administrés** (2 005 milliards d'euros, en hausse de +10% sur un an) grâce à la **conquête de nouveaux clients** qui compense un effet marché défavorable (+173 milliards d'euros en AuC et +36 milliards d'euros en AuA) et grâce à la **consolidation de KAS Bank et Santander Securities Services** (+826 milliards d'euros en AuC et +150 milliards d'euros en AuA).

Analyse des résultats des pôles et métiers de Crédit Agricole S.A.

Gestion de l'épargne et Assurances

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) réalise un résultat net part du Groupe sous-jacent de 551 millions d'euros au deuxième trimestre 2020, en hausse de +11,0% par rapport au deuxième trimestre 2019. Le pôle contribue à hauteur de 50% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur le deuxième trimestre 2020 et de 28% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) réalise un résultat net part du Groupe sous-jacent de 907 millions d'euros au premier semestre 2020, en baisse de -4,4% par rapport au premier semestre 2019.

Au 30 juin 2020, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 10,0 milliards d'euros dont 8,5 milliards d'euros sur les Assurances, 1,1 milliard d'euros sur la Gestion d'actifs, et 0,5 milliard d'euros sur la Gestion de fortune. Les emplois pondérés du pôle sont de 40,9 milliards d'euros dont 24,8 milliards d'euros sur les Assurances, 11,1 milliards d'euros sur la Gestion d'actifs et 5,0 milliards d'euros sur la Gestion de fortune.

Uniquement pour ce pôle : ces emplois pondérés sont calculés en tenant compte de la garantie « Switch », qui permet au groupe Crédit Agricole S.A. d'économiser 22 milliards d'euros¹⁷ d'emplois pondérés sur le traitement prudentiel du métier des Assurances, mais qui pèse à hauteur d'environ -33 millions d'euros au deuxième trimestre 2020 sur son résultat net part du groupe.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 21,4% pour le premier semestre 2020, contre 27,5% sur l'année 2019.

Assurances

Le PNB sous-jacent est en hausse de +13,5%, porté notamment par des effets marché favorables au deuxième trimestre 2020 (+140 millions d'euros) compensant partiellement l'effet marché négatif du premier trimestre 2020. Les charges sous-jacentes augmentent de +4,1%, en raison notamment de la hausse des effectifs pour accompagner le développement du métier. Ainsi, le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU ressort à 23,8%, en amélioration de 2,2 points de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2019, et le résultat brut d'exploitation sous-jacent augmente de +16,8% par rapport au deuxième trimestre 2019. La charge d'impôt sur le premier trimestre 2020 augmente de +4,6% à -152 millions d'euros. Le résultat net part du groupe sous-jacent du métier Assurances est en hausse de +20,6% par rapport au deuxième trimestre 2020.

Le PNB sous-jacent atteint 1 212 millions d'euros au premier semestre, marqué par les effets marché du premier trimestre. Il est en baisse de -2,7% par rapport au premier semestre 2019. Les charges augmentent, de +5,5%, entraînant une légère dégradation du coefficient d'exploitation de 2,7 points de pourcentage, atteignant ainsi 34,2% au premier semestre 2020. Le RBE sous-jacent diminue de -6,6%. Enfin, la charge d'impôt sur le premier

¹⁷ Intégrant le débouclage partiel du Switch enregistré au T1 2020

trimestre 2020 diminue de -20,7% par rapport au premier semestre 2019, en raison de la baisse du résultat avant impôt et de la diminution du taux d'impôt en France. Au final, le résultat net part du groupe atteint 590 millions d'euros, enregistrant une baisse modérée de -2,5% par rapport au premier semestre 2019.

Gestion d'actifs

Le PNB sous-jacent baisse de -7,5% pour atteindre 607 millions d'euros au deuxième trimestre 2020. Les revenus nets de gestion sont en baisse (-7,7%), principalement sous l'effet du contexte de marché. Les commissions nettes de gestion sont affectées par le niveau moyen des marchés (en baisse T2/T2) et par un effet de mix moins favorable (produits/ clients); les commissions de surperformance restent à un bon niveau (34 M€ notamment en Actions et Diversifiés); enfin, les revenus financiers sont en hausse de +12,0% grâce au redressement des marchés de fin mars à fin juin (affectant la valorisation *mark to market* du portefeuille placements volontaires et de *seed money*). Les charges sous-jacentes baissent de -7,3% à 325 millions d'euros, grâce à l'ajustement des rémunérations variables et aux dernières synergies de coûts informatiques liées à l'intégration de Pioneer. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent diminue de -7,1% et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'affiche à 53,5%, stable depuis un an (+0,1 point de pourcentage). La contribution des sociétés mises en équivalence, reprenant notamment le résultat des *joint-ventures* d'Amundi en Asie, est en hausse de +26,6%. L'impôt sur les sociétés est en diminution de -9,7% et atteint 70 millions d'euros ce trimestre. Au final, le RNPG sous-jacent est en baisse de -10,3%, atteignant 146 millions d'euros.

Sur le semestre, le PNB diminue de -7,2% du fait des effets marché et de mix produit. Les charges diminuent de -4,6%. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU se maintient à un très bon niveau 54,9%, malgré une dégradation de 1,5 point de pourcentage sur le semestre. Le RBE diminue de -10,3%. Le résultat des sociétés mises en équivalence augmente de +17,6%, grâce notamment à la JV indienne. Au final le RNPG diminue de -13,9% pour atteindre 274 millions d'euros.

Gestion de fortune

Le PNB sous-jacent diminue de -6,0% pour atteindre 194 millions d'euros au deuxième trimestre 2020, en lien avec la baisse des encours de gestion de fortune -3,6% entre fin juin 2019 et fin juin 2020. Les charges sous-jacentes hors FRU restent sous contrôle (-3,7%) et atteignent 174 millions d'euros au deuxième trimestre 2020. Ainsi le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU se détériore de 2,1 points de pourcentage et s'établit à 89,9% au deuxième trimestre 2020. Le RBE sous-jacent diminue de -16,6% et atteint 20 millions d'euros. Un produit d'impôt de +3 millions d'euros est cependant enregistré ce trimestre contre une charge de -4 millions d'euros au deuxième trimestre 2019, le deuxième trimestre 2020 faisant l'objet d'un crédit d'impôt sur un ancien litige fiscal et d'une baisse des taux cantonaux suisses. Ainsi, le RNPG sous-jacent est en hausse de +42,7%, atteignant 19 millions d'euros au deuxième trimestre 2020.

Le PNB sous-jacent sur le semestre est stable +0,2% par rapport au premier semestre 2019, tout comme les charges, avec une légère baisse de -0,3%. Le RBE augmente ainsi de +5,9% et les impôts, bénéficiant d'effets favorables décrits plus haut, enregistrent un produit d'un million d'euros. Le RNPG augmente donc de +62,9% pour atteindre 44 millions d'euros sur le semestre.

Banque de proximité

Banque de proximité en France

Le PNB sous-jacent est en légère baisse de -3,6% et atteint 857 millions d'euros au deuxième trimestre 2020. Il est impacté notamment par la baisse des commissions (-3,0%) en raison d'une activité très fortement impactée par le contexte, ainsi que par la baisse de la marge nette d'intérêts (MNI), en diminution de -4,0% en raison principalement des effets de valorisations. Grâce notamment à la poursuite de la politique d'efficacité opérationnelle de LCL, les charges sous-jacentes hors FRU diminuent de -5,1% et atteignent 544 millions d'euros au deuxième trimestre 2020, ce qui entraîne une amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de 1,0 point de pourcentage, à 63,4%. La baisse du résultat brut d'exploitation sous-jacent est donc contenue, de -2,7% à 306 millions d'euros. Le provisionnement augmente fortement (x2,3) et atteint -117 millions d'euros au deuxième trimestre 2020. Cette hausse intègre notamment 29 millions d'euros lié au provisionnement des

encours sains. Le coût du risque sur encours du semestre annualisé s'établit ainsi à 33 points de base. Au final, le résultat net part du groupe sous-jacent est en baisse de -25,3%, atteignant 128 millions d'euros au deuxième trimestre 2020.

Les revenus restent stables au premier semestre 2020, à 1 746 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019. Les charges sous-jacentes hors FRU diminuent de -3,2% grâce notamment à une amélioration continue des dépenses externes, ce qui entraîne une amélioration du coefficient d'exploitation de -1,7 point de pourcentage, à 64,6%. Le résultat brut d'exploitation augmente donc de +2,6%, mais est largement compensé par une forte hausse du provisionnement (x2,3) à -218 millions d'euros. Au final, la contribution du métier au résultat net part du groupe est en baisse de -21,7%.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de LCL s'établit quant à lui à 7,8% pour le premier semestre 2020, contre 10,8% en 2019.

Banque de proximité à l'international

Le PNB du pôle Banque de proximité à l'international diminue de -10,5% et s'établit à 640 millions d'euros au deuxième trimestre 2020. Les charges sous-jacentes hors FRU sont en baisse, mais contenue (-4,0%), pour atteindre 418 millions d'euros, et on constate une contribution complémentaire au FRU de 9 millions d'euros. En conséquence, le résultat brut d'exploitation diminue de -22,0%. Le provisionnement est multiplié par 2,4 ce trimestre pour s'établir à -146 millions d'euros (liée notamment au provisionnement des encours sains). Au final le résultat net part du groupe du pôle Banque de proximité à l'international s'établit à 37 millions d'euros, soit une baisse de -62,8% par rapport au deuxième trimestre 2019.

Sur le semestre, le PNB sous-jacent diminue de -5,8% pour s'établir à 1 310 millions d'euros. Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU sont en baisse de -1,9% pour atteindre 840 millions d'euros, entraînant une détérioration du coefficient d'exploitation sous-jacent de 2,6 points de pourcentage à 64,7%. Le provisionnement augmente de 82,3% pour s'établir à 314 millions d'euros sur le semestre. Il en résulte un résultat net part du groupe de 178 millions d'euros sur le premier semestre 2020.

Italie

Le PNB diminue de -10,8%, atteignant 431 millions d'euros au deuxième trimestre 2020 sous l'effet de la baisse d'activité pendant le confinement. La MNI est impactée par des renégociations et par la baisse des taux, affectant tant le stock d'encours à taux variable que la nouvelle production de crédit. Les commissions sont également en baisse ce trimestre (-15%); Les charges sous-jacentes hors FRU diminuent également de -2,3% grâce notamment à des économies sur les dépenses externes et les mobilités. Cette baisse étant moins rapide que la baisse des revenus, le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit à 67,0%, en dégradation de +5,8 points de pourcentage par rapport à 2019. Le provisionnement est multiplié par 2,4, atteignant -146 millions d'euros, sous l'effet à la fois des dotations sur encours sains (-30 millions d'euros) et d'un renforcement significatif des provisions pour risques avérés afin notamment de préparer des cessions de créances douteuses. Le coût du risque sur encours du semestre annualisé s'établit ainsi à 102 points de base. Le taux de créances douteuses et litigieuses est en amélioration ce trimestre à 7,4% (-0,3 points de pourcentage juin/juin) et le taux de couverture est en progression de +2,5 points de pourcentage à 62,9%. A noter par ailleurs ce trimestre une plus-value (comptabilisée sur la ligne gains ou perte du compte de résultat) pour cession d'un immeuble de 65 millions d'euros avant impôt.

Sur le premier semestre, le PNB baisse de -6,4% pour s'établir à 875 millions d'euros. Les charges d'exploitation hors FRU baissent de seulement -2,1%, ce qui entraîne une dégradation du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU qui s'établit à 64,8%, en hausse de 2,9 points de pourcentage juin/juin. Au final, la contribution du métier au RNGP est en baisse de -41,8%.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de CA Italia s'établit quant à lui à 4,2% pour le premier semestre 2020, contre 9,3% en 2019.

Le Groupe Crédit Agricole en Italie

Le résultat du Groupe en Italie s'établit à 257 millions d'euros au premier semestre 2020, soit une baisse de -25% par rapport au premier semestre 2019 du fait de la hausse du coût du risque.

Banque de proximité à l'international - hors Italie

Le PNB sous-jacent diminue au deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2019 (-9,8%), en raison notamment d'une MNI impactée par la chute des taux directeurs en Egypte, Pologne, Ukraine et Maroc, et de commissions affectées par le fort ralentissement de l'activité commerciale. Les charges sous-jacentes hors FRU sont aussi en diminution de -7,7% ce trimestre et baissent dans toutes les filiales sauf chez CA Egypte (+5%). Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU de la BPI hors Italie ne se dégrade donc que de 1,5 point de pourcentage, atteignant 62,1% au deuxième trimestre 2020. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent diminue ainsi de -13,1%, et le provisionnement augmente (x2,3) pour s'établir à -52 millions d'euros au deuxième trimestre 2020. Au final le résultat net part du groupe sous-jacent s'établit à 12 millions d'euros, soit une forte baisse de -70,3%.

Par pays :

- CA Egypte⁽¹⁸⁾ : le résultat brut d'exploitation sous-jacent est en baisse de -16% au deuxième trimestre 2020 par rapport au deuxième trimestre 2020 avec un PNB (-13%) sous-jacent pénalisé par la baisse des taux. Le profil de risque reste toujours bon avec un faible taux de CDL à 2,6%, et un niveau élevé de taux de couverture à 169%.
- CA Pologne⁽¹⁸⁾ : le PNB sous-jacent enregistre une baisse ce trimestre (-10%), pénalisé par la baisse des taux directeurs. Cette baisse est partiellement compensée par une baisse des charges, de -10%. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent baisse de -9% et le provisionnement augmente, ce qui a pour conséquence un résultat net part du Groupe en baisse, négatif au premier semestre 2020 (-4 millions d'euros).
- CA Ukraine⁽¹⁸⁾ : le PNB sous-jacent est en baisse ce trimestre (-11%), lié notamment à la chute du taux directeur, ainsi qu'à la baisse des commissions (-30%). Le taux de CDL est à 4,4% et le taux de couverture est élevé à 180%.
- Crédit du Maroc⁽¹⁸⁾ : le PNB est en légère baisse ce trimestre de -3%, mais les charges restent maîtrisées (+1%). Le provisionnement reste prudent, le taux de couverture atteignant 96%.

Sur le premier semestre, le PNB baisse de -4,6% pour s'établir à 435 millions d'euros. Les charges d'exploitation hors FRU baissent de seulement -1,4%, ce qui entraîne une dégradation du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU qui s'établit à 62,7%, en hausse de 2,0 points de pourcentage juin/juin. Au final, la contribution du métier au RNGP est en baisse de -56,4%.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent des Autres BPI s'établit à 12,1% pour le premier semestre 2020, contre 19,3% pour 2019.

Le pôle Banque de Proximité à l'international contribue à hauteur de 4% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur le premier semestre 2020 et de 13% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Dans son ensemble, le pôle Banque de proximité contribue à hauteur de 15% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) au premier semestre 2020 et de 29% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 30 juin 2020, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 9,1 milliards d'euros dont 5,1 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France, 3,9 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international. Les emplois pondérés du pôle sont de 95,5 milliards d'euros dont 54,1 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France et 41,3 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international.

¹⁸ Hors effet change

Services Financiers Spécialisés

Au **deuxième trimestre 2020**, le **résultat net part du Groupe** du pôle Services financiers spécialisés atteint 149 millions d'euros, en baisse de -27,9% par rapport au deuxième trimestre 2019, en raison notamment d'une diminution du **produit net bancaire** dans un contexte de ralentissement de l'activité et d'une hausse du **provisionnement**.

Au **premier semestre 2020**, le **résultat net part du Groupe** s'établit à 258 millions d'euros et baisse de 35,7%

Le pôle contribue à hauteur de 12% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur le premier semestre 2020 et de 12% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 30 juin 2020, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 4,9 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 51,7 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 10,1% pour le premier semestre 2020, contre 16% pour 2019.

Crédit à la consommation

Au **deuxième trimestre 2020**, le **produit net bancaire** de CA-CF atteint 485 millions d'euros et est en retrait par rapport au deuxième trimestre 2019 dans un contexte de ralentissement de l'activité dû notamment à la crise sanitaire (-12% dont -19 millions d'euros sur les revenus d'assurances). Les **charges hors FRU** diminuent grâce à une gestion rigoureuse des coûts (-7,1% à 240 millions d'euros) limitant la baisse du **résultat brut d'exploitation** (-15,5%). Le **coefficient d'exploitation hors FRU** se dégrade de 2,6 points de pourcentage pour atteindre 49,5%. La contribution des **sociétés mises en équivalence** baisse (-22,7%) en raison d'une augmentation du provisionnement chez Wafasalaf (+24 millions d'euros). Le **provisionnement** de CA-CF enregistre une hausse de 85,1% dont 37% lié au provisionnement des encours sains. La contribution sous-jacente des **impôts** est en baisse depuis le deuxième trimestre 2019 (-113 millions d'euros), CA-CF bénéficiant en Italie d'un dispositif fiscal favorable (Affrancamento, +39 millions) suite à l'accord commercial signé en 2019 entre Agos et Banco BPM. Au final, le **RNPG** de CA-CF atteint 131 millions d'euros et diminue de 23,3% par rapport au deuxième trimestre 2019.

Le **produit net bancaire** diminue de 8,1% par rapport au premier semestre 2019, tout comme le **résultat brut d'exploitation** (-14,1%). Le **coefficient d'exploitation hors FRU** se dégrade (+3,3 points de pourcentage pour atteindre 51,5%) malgré une diminution des **charges hors FRU** (-1,8% à 517 millions d'euros). La contribution des **sociétés mises en équivalences** diminue (-15,4%) et le **provisionnement** augmente (+78,4% à 382 millions d'euros). Au final, avec une contribution sous-jacente des **impôts** en diminution (-73 millions d'euros), la contribution du métier au **RNPG** sous-jacent est en baisse de 31,5%.

Leasing & Affacturage

Au **deuxième trimestre 2020**, le **produit net bancaire** sous-jacent de CAL&F atteint 122 millions d'euros et est en retrait de -10,4% par rapport au deuxième trimestre 2019 (dont -29% sur l'affacturage), en raison d'un ralentissement de l'activité pendant la crise plus marqué sur l'affacturage. Les **charges hors FRU** sous-jacentes diminuent par ailleurs (-2,9% à 69 millions d'euros) limitant la baisse du **résultat brut d'exploitation** sous-jacent (-22%). Le **coefficient d'exploitation** hors FRU se dégrade de 4,4 points de pourcentage et atteint 56,3%. Le **provisionnement** enregistre une hausse (x2,2 à 30 millions d'euros) dont 79% lié au provisionnement des encours sains. Au final, le **RNPG** sous-jacent de CAL&F s'établit à 18 millions d'euros et est en baisse de 49,7% par rapport au deuxième trimestre 2019.

Le **produit net bancaire** sous-jacent diminue au premier semestre 2020 de -9,2% par rapport au premier semestre 2019 tandis que les **charges hors FRU** sous-jacentes sont stables (-0,9% à 144 millions d'euros). Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent diminue (-21,7%) et le **coefficient d'exploitation** sous-jacent se dégrade (+4,8 points de pourcentage, pour atteindre 57,4%). Avec un **provisionnement** en hausse (x2,3 à 56 millions d'euros), le **RNPG** sous-jacent baisse (-55,8% à 30 millions d'euros).

Grandes Clientèles

Au **deuxième trimestre 2020**, le **résultat net part du Groupe** sous-jacent du pôle Grandes clientèles atteint 436 millions d'euros, en baisse de -5,3% par rapport au deuxième trimestre 2019, en raison d'une hausse sensible du **provisionnement** dans la banque de financement (x8 dont 47% lié au provisionnement des encours sains) et malgré un **résultat brut d'exploitation** sous-jacent en forte croissance (+26,7%) grâce à une activité très soutenue.

Au premier semestre 2020, le **résultat net part du Groupe** sous-jacent s'établit à 644 millions d'euros et diminue de -7%.

Le pôle contribue à hauteur de 30% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur le premier semestre 2020 et de 31% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 30 juin 2020, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 12,5 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 131,7 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 10% pour le premier semestre 2020, contre 12,7% pour 2019.

Banque de financement et d'investissement

Au **deuxième trimestre 2020**, le **produit net bancaire** sous-jacent augmente de 20,3% à 1 500 millions d'euros, tout comme le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent (+27,1%, à 802 millions), grâce à la très bonne performance de la banque de marché. Le produit net bancaire sous-jacent de la banque de marché et d'investissement est en effet en hausse de 37,7% à 780 millions d'euros (dont +44% sur la banque de marché), avec une forte contribution de tous les métiers. Les revenus sous-jacents de la banque de financement sont également en hausse (+5,8% à 720 millions d'euros) grâce à l'excellente performance de la banque commerciale (+22,4% à 408 millions d'euros) et malgré l'impact défavorable du contexte économique sur les financements structurés (-10,2% à 311 millions d'euros). Les **charges** sous-jacentes hors FRU augmentent de 3,4% à 645 millions par rapport au deuxième trimestre 2019 en raison notamment d'un effet de base, et demeurent maîtrisées avec un coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU à 43%. Au final, avec un **provisionnement** en hausse (x5) notamment sur la banque de financement (x8 dont 47% lié au provisionnement des encours sains), la contribution du métier au **RNPG** sous-jacent du Groupe est en baisse de -4,2% et s'établit à 400 millions d'euros.

Le **produit net bancaire** sous-jacent augmente de +12,9% au premier semestre 2020 par rapport au premier semestre 2019 tandis que les **charges hors FRU** sous-jacentes augmentent de manière modérée (+3,1%). Ainsi, avec un effet ciseau positif (+9,8 points de pourcentage), le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est en hausse (+20,6%) et le **coefficient d'exploitation** sous-jacent s'améliore (-4,6 points de pourcentage, pour atteindre 48,6%). Enfin, avec un **provisionnement** en augmentation (x9,4) ce semestre, la contribution du métier au **RNPG** est en baisse de -7,4% à 585 millions d'euros.

Services financiers aux institutionnels

Au **deuxième trimestre 2020**, sous l'effet de la **consolidation de KAS Bank et Santander Securities Services**, le **produit net bancaire** sous-jacent augmente de +23,9% à 288 millions d'euros tandis que les **charges hors FRU** sous-jacentes augmentent de 20% à 207 millions d'euros. Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent progresse de 22,9% à 74 millions d'euros et bénéficie d'un effet ciseaux positif (+3,9 points de pourcentage). Le **coefficient d'exploitation** hors FRU s'améliore de 2,4 points de pourcentage pour atteindre 71,9%. Le **résultat net** sous-jacent progresse de 24,4%. Au final, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** sous-jacent est en baisse de -15,7% sur un an à 37 millions d'euros en raison de l'émergence d'intérêts minoritaires au bénéfice de Santander pour 17 millions d'euros.

Le **produit net bancaire** sous-jacent augmente au premier semestre 2020, de +26,3% par rapport au premier semestre 2019 tandis que les **charges hors FRU** sous-jacentes augmentent de 22,4%. Avec un effet ciseaux positif (+3,9 points de pourcentage), le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent augmente (+31,9%) et le **coefficient d'exploitation** sous-jacent s'améliore (-2,4 points de pourcentage, pour atteindre 73,6%). Le **résultat net** sous-jacent progresse ainsi de 43,6%. Au final, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** est en baisse de 3,3% en raison des intérêts minoritaires (29 millions d'euros).

Activités Hors métiers

La contribution négative du pôle Activité Hors Métiers s'analyse en distinguant la contribution « structurelle » des autres éléments. La composante « structurelle » se décompose en trois types d'activités :

- les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution négative atteint -139 millions d'euros au deuxième trimestre 2020, en amélioration notable par rapport au deuxième trimestre 2019 (-260 millions d'euros) sous l'effet d'une amélioration du PNB grâce à une diminution des coûts de refinancement et une baisse des frais de personnel et des frais de déplacements ;
- les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*) et CA Immobilier : leur contribution à -26 millions d'euros au deuxième trimestre 2020, affiche un recul par rapport au deuxième trimestre 2019 (+15 millions d'euros), du fait des impacts de valorisations négatives dans les entités de capital investissement ;
- les fonctions support du Groupe : le deuxième trimestre 2020 enregistre un impact positif de +10 millions d'euros, en léger recul par rapport au deuxième trimestre 2019 (+16 millions d'euros). Leur contribution reste toutefois globalement nulle sur une année glissante, leurs prestations faisant l'objet de refacturations aux autres entités du Groupe.

Les « autres éléments » enregistrent ce trimestre une contribution négative de -39 millions d'euros, contre une contribution de +38 millions d'euros au deuxième trimestre 2019, cet écart défavorable est lié à l'impact de la remontée des marchés sur des opérations intragroupe.

Sur le premier semestre 2020, la contribution négative du pôle AHM s'élève à -375 millions d'euros, en amélioration de +103 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019. La composante structurelle s'améliore sensiblement sur la période (+54 millions d'euros), en particulier sur les activités et les fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale (+109 millions d'euros). Les autres éléments du pôle enregistrent contribution de +73 millions d'euros sur le semestre, en amélioration de +49 millions d'euros.

Au 30 juin 2020, les emplois pondérés sont de 27,1 milliards d'euros et le capital alloué de 2,6 milliards d'euros.

* *
*

Commentant ces résultats et l'activité de Crédit Agricole S.A. au deuxième trimestre 2020, Philippe Brassac, Directeur Général, a déclaré : « *Notre Groupe fait face sans dommage à un trimestre choc. La crise sanitaire, inédite, a impacté mécaniquement l'économie. En tant que première banque en France, nous avons massivement soutenu nos clients. Et nos résultats sont solides : un RBE en croissance sur le semestre, une forte hausse des ratios CET1, l'un des meilleurs niveaux de provisionnement du risque en Europe, le tout au service de la reprise.* »

Solidité financière

Groupe Crédit Agricole

Sur le trimestre, le Groupe Crédit Agricole maintient toujours un haut niveau de solidité financière, avec un ratio Common Equity Tier 1 (CET1) de 16,1% en phasé, atteignant dès aujourd'hui l'objectif du Projet de Groupe 2022, en hausse de +0,6 point de pourcentage par rapport à fin mars 2020. Le ratio non-phasé atteint 15,8%. La hausse s'explique principalement par l'effet de +20 points de base du résultat conservé, intégrant une provision de dividende par action de 0,24 € au premier semestre 2020, par les effets méthodologiques et réglementaires (+59 points de base) liées notamment au phasing IFRS9 (+27 points de base) et le facteur supplétif PME (+24 points de base), mais aussi les réserves latentes (+11 points de base). Par ailleurs, la croissance des emplois pondérés sur la période a généré un effet défavorable sur le ratio CET1 de 21 points de base. En effet, les emplois pondérés des métiers ont progressé dans la banque de proximité de 2,6 milliards d'euros, dont 1,4 milliard d'euros chez LCL et 1,7 milliard d'euros dans les Caisses régionales (+7,6 milliards d'euros de croissance organique), en partie compensée par l'impact du facteur supplétif PME -6 milliards d'euros et par l'impact de la hausse de la valeur de mise en équivalence de l'assurance, pour 1,9 milliard d'euros. Hors effet du délai de carence de 2 mois pour les Prêts garantis par l'Etat, les emplois pondérés auraient atteint 565 milliards d'euros, et le ratio de CET1 du Groupe aurait été de 16,3% en phasé.

Ainsi, le Groupe Crédit Agricole affiche un coussin substantiel de 7,2 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP fixée à 8,9%, contre 6,6 points de pourcentage au 31 mars 2020.

Le ratio de levier phasé ressort à 5,3%, stable par rapport à fin mars 2020. Le ratio Tier 1 phasé ressort à 17,0%, le ratio global phasé est à 19,7% et le ratio de levier intra-trimestriel moyen phasé à 5,2% ce trimestre.

TLAC

Le Conseil de stabilité financière (*Financial Stability Board - FSB*) a défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (*Global Systemically Important Banks - G-SIBs*). Ce ratio de *Total Loss Absorbing Capacity* (TLAC) fournit aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIBs ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution. Il s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au groupe Crédit Agricole.

Les éléments pouvant absorber les pertes sont constitués par le capital, les titres subordonnés et les dettes pour lesquelles l'Autorité de Résolution peut appliquer le renflouement interne.

L'exigence de ratio TLAC a été transposée en droit de l'Union européenne *via* CRR2 et s'applique depuis le 27 juin 2019. Depuis lors, le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences suivantes :

- un ratio TLAC supérieur à 16% des actifs pondérés des risques (*Risk Weighted Assets - RWA*), niveau auquel s'ajoute, d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole devra respecter un ratio TLAC supérieur à 19,5% (auquel il faudra ajouter le coussin contracyclique)
- un ratio TLAC supérieur à 6% de l'exposition en levier (*Leverage Ratio Exposure - LRE*).

Les exigences minimales de ratio TLAC augmenteront à compter du 1^{er} janvier 2022 à 18% des actifs pondérés des risques – niveau auquel il faudra ajouter l'exigence globale de coussins à cette date – et 6,75% de l'exposition en levier.

Au 30 juin 2020, le **ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 23,8% des RWA et 7,5% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible**. Le ratio TLAC progresse de 120 pb par rapport au 1^{er} trimestre 2020, dans un contexte de forte hausse des émissions de dettes TLAC. Il est supérieur aux exigences respectives de 19,5% des RWA (d'après CRR2/CRD5, exigence à laquelle il faut ajouter le coussin

contracyclique de 0,01% au 30 juin 2020) et de 6% de l'exposition en levier, alors même qu'il est possible à cette date d'inclure jusqu'à 2,5% des RWA en dette senior préférée éligible.

L'atteinte du ratio TLAC est soutenue par **un programme d'émission 2020 sur le marché de 6 à 8 milliards d'euros de dettes TLAC**. Au 30 juin 2020, 7,2 milliards d'euros équivalents ont été émis sur le marché ; le montant de titres senior non préférés du Groupe Crédit Agricole pris en compte dans le calcul du ratio TLAC s'élève à 23,2 milliards d'euros.

MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la Directive européenne "Redressement et Résolution des Banques" (*Bank Recovery and Resolution Directive - BRRD*). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union Européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes.

L'ACPR, autorité de résolution nationale, considère la stratégie de résolution « point d'entrée unique » (*Single Point of Entry - SPE*) comme la plus appropriée s'agissant du système bancaire français. Le Groupe Crédit Agricole a retenu le modèle du SPE. A ce titre, Crédit Agricole SA, en sa qualité d'organe central, serait ce point d'entrée unique dans l'hypothèse d'une mise en résolution du Groupe Crédit Agricole. Compte tenu des mécanismes de solidarité existant au sein du Groupe, un membre du réseau Crédit Agricole ou une entité qui lui est affiliée ne peut pas être mise en résolution de manière individuelle.

Le ratio MREL correspond à une exigence minimum de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Il est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage du total des passifs et des fonds propres de l'établissement, après certains retraitements prudentiels (TLOF¹⁹) ou exprimé en actifs pondérés des risques (RWA). Sont éligibles au numérateur du ratio MREL les fonds propres prudentiels, ainsi que les titres subordonnés, les dettes senior non préférées et certaines dettes senior préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.

En 2020, le Groupe Crédit Agricole s'est vu notifié son exigence de MREL au niveau consolidé et sa première exigence de MREL au niveau subordonné (dans laquelle les instruments de dette senior sont généralement exclus, en cohérence avec les standards TLAC). Ces deux exigences sont d'ores et déjà applicables et respectées par le Groupe depuis leur notification. Elles pourront potentiellement changer à l'occasion de leur fixation annuelle par le CRU, mais aussi dans le cadre de l'évolution du cadre réglementaire européen (BRRD2).

L'objectif du Groupe Crédit Agricole est d'atteindre d'ici fin 2022 un ratio de MREL subordonné (hors dette senior préférée éligible) à 24-25% des RWA et de maintenir le ratio de MREL subordonné au-dessus de 8% du TLOF. Ce niveau permettrait le recours au Fonds de Résolution Unique (soumis à la décision de l'autorité de résolution) avant d'appliquer le principe de renflouement interne aux dettes seniors préférées, permettant de créer une couche de protection supplémentaire pour les investisseurs en dette senior préférée.

Au 30 juin 2020, le **Groupe Crédit Agricole présentait un ratio MREL estimé à 11% du TLOF et 8,2% hors dette senior préférée éligible**. Exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques, le ratio MREL estimé du Groupe Crédit Agricole atteint environ **32%** à fin juin 2020. **Il s'établit à 23,8% hors dettes senior éligibles.**

Seuil de déclenchement du montant maximum de distribution (MMD)

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD4) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD, somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions) vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

¹⁹ TLOF – Total Liabilities Own Funds, équivalent au bilan prudentiel après netting des dérivés

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux. Depuis le 12 mars 2020 et compte tenu des impacts de la crise du Covid-19, la Banque centrale Européenne a anticipé l'entrée en application de l'article 104a de CRD5 et autorise les établissements sous sa supervision à utiliser des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 pour remplir leur exigence additionnelle de capital au titre du Pilier 2 (*Pillar 2 requirement*, P2R). Au total, le P2R peut désormais être couvert par 75% de fonds propres Tier 1 dont a minima 75% de CET1. Ainsi, l'exigence CET1 de Crédit Agricole SA et du Groupe Crédit Agricole a baissé de 66bp depuis le 1er trimestre 2020.

Le Groupe Crédit Agricole, au 30 juin 2020, dispose d'une marge de sécurité de **636 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 36 Mds€ de capital CET1**.

Crédit Agricole SA, au 30 juin 2020, dispose d'une marge de sécurité de **382 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 13 Mds€ de capital CET1**.

Crédit Agricole S.A.

A fin juin 2020, la solvabilité de Crédit Agricole S.A. demeure à un niveau élevé, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) de 12,0% en phasé, en hausse de +0,6 point de pourcentage par rapport à fin mars 2020. Le ratio non phasé est de 11,7%**. Le ratio CET1 a bénéficié ce trimestre de l'effet du résultat publié, générant un impact positif de +27 points de base, des réserves latentes générant un impact positif de +19 points de base, ainsi que de l'impact positif des effets méthodologiques et réglementaires de +46 points de base, qui inclut notamment le phasing in des mesures IFRS9 pour +25 points de base (mesure autorisant la neutralisation d'une partie de l'impact de 1ère application d'IFRS 9 et des dotations nettes aux provisions sur les encours sains) un effet facteur supplétif (extension du facteur de soutien aux PME, et introduction d'un nouveau facteur de 0,85 pour les expositions au-delà du seuil de 2,5 millions d'euros) pour +9 points de base, et un effet « prudent valuation » (Adoption de l'EBA avant le 30 juin relative au facteur d'agrégation permettant de limiter l'impact de la volatilité de marché dans le calcul) pour +7 points de base. Les mesures sur les logiciels ne sont pas applicables au 30 juin 2020. Cet impact inclut aussi des optimisations chez CACIB, qui réduisent les emplois pondérés de 1,5 milliards d'euros. Le ratio de solvabilité intègre ce trimestre une provision de dividende de 0,16€ par action, soit 0,24€ au premier semestre, qui couplé à l'effet des coupons AT1, entraîne un impact négatif de 15 points de base. Le ratio de solvabilité intègre enfin un impact négatif de -16 points de base sur le poste « M&A et autres » lié essentiellement à l'acquisition par Amundi de Sabadell Asset Management pour -9 points de base.

L'impact sur le ratio ce trimestre de la croissance des métiers est neutre. Au final, Crédit Agricole S.A. affiche un coussin substantiel de 4,1 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP fixée à 7,9%, contre 3,5 points de pourcentage au 31 mars 2020.

Le ratio de levier phasé s'établit à 3,9% à fin juin 2020, stable par rapport à fin mars 2020. Le ratio de levier intra-trimestriel moyen phasé à 3,8%, le ratio Tier 1 phasé ressort à 13,5% et le ratio global phasé est à 17,6% ce trimestre.

Les emplois pondérés s'élèvent à 347 milliards d'euros à fin juin 2020, contre 348 milliards d'euros à fin mars, soit une baisse limitée de -0,2% sur un trimestre. L'impact de la croissance des métiers est globalement neutre sur les emplois pondérés (+1,2 milliard d'euros, sous l'effet d'une hausse en Banque de proximité de 2,8 milliards d'euros, essentiellement chez LCL en lien avec la mise en place des PGE, partiellement compensée par une baisse en Services financiers spécialisés (-2,1 milliards d'euros). La hausse de la valeur de mise en équivalence de l'assurance impacte les emplois pondérés à la hausse pour 2,1 milliards d'euros, alors que les effets réglementaires les impactent à la baisse (-2,6 milliards d'euros pour l'effet facteur supplétif), tout comme les effets méthodologiques chez CACIB (-1,5 milliard d'euros). Pro-forma des deux mois de carence de la garantie publique sur les PGE en France, les emplois pondérés sont en baisse de -2,6 milliard d'euros en juin par rapport à mars.

Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan *cash* bancaire est calculé trimestriellement.

Le bilan *cash* bancaire est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du Groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan *cash* tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-après et dont la définition est communément admise sur la place. Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de la répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan *cash*, des calculs de compensation (*nettings*) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, les impôts différés, impacts de la juste valeur, dépréciations collectives, ventes à découvert et autres actifs et passifs font l'objet d'un *netting* pour un montant de 62 milliards d'euros à fin juin 2020. De même, 96 milliards d'euros de *repos/reverse* repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du *desk* Titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent. Les autres *nettings* effectués pour la construction du bilan *cash* sont relatifs aux dérivés, appels de marge, comptes de régularisation / règlement / liaison et aux titres non liquides détenus par la Banque de financement et d'investissement (BFI), intégrés au compartiment des « Actifs de négoce à la clientèle », pour un montant total de 184 milliards d'euros à fin juin 2020.

Il est à noter que la centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations ne fait pas l'objet d'un *netting* dans la construction du bilan *cash* ; le montant de l'épargne centralisée (62 milliards d'euros à fin juin 2020) étant intégré à l'actif dans les « Actifs de négoce à la clientèle » et au passif dans les « Ressources clientèle ».

Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions senior dans les réseaux bancaires ainsi que les refinancements de la Banque Européenne d'Investissements et Caisse des Dépôts et Consignations et les autres refinancements de même type adossés à des prêts clientèle, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment "Ressources marché long terme", sont retraités pour apparaître comme des "Ressources clientèle".

On notera que parmi les opérations de refinancement banques centrales, les encours correspondant au TLTRO (*Targeted Longer Term Refinancing Operation*) sont intégrés dans les « Ressources marché long terme ». En effet, les opérations de TLTRO II et TLTRO III ne comportent pas d'option de remboursement anticipé à la main de la BCE ; compte tenu de leur maturité contractuelle respective à quatre ans et à trois ans, elles sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

Les opérations de pension livrée (*repos*) moyen-long terme sont également comprises dans les « Ressources marché long terme ».

Enfin, les contreparties bancaires de la BFI avec lesquelles nous avons une relation commerciale sont considérées comme de la clientèle pour la construction du bilan *cash*.

Le bilan *cash* bancaire du Groupe, à 1 487 milliards d'euros au 30 juin 2020, fait apparaître un **excédent des ressources stables sur emplois stables de 241 milliards d'euros**, en hausse de 109 milliards d'euros par rapport à mars 2020, et en hausse de 125 milliards d'euros par rapport à juin 2019.

Dans le contexte de crise sanitaire COVID-19, le Groupe s'est mobilisé massivement pour soutenir ses clients, à travers notamment la mise en place de PGE (Prêts Garantis par l'Etat) et le report d'échéance de crédits. Pour servir les demandes des clients et bénéficier de conditions de taux compétitives, le Groupe a de nouveau pris part en juin 2020 aux opérations de refinancement moyen-long terme « T-LTRO III » de la Banque centrale Européenne pour 90 milliards d'euros, contribuant à rehausser son niveau de ressources stables.

Par ailleurs, le Groupe a bénéficié sur le trimestre d'une hausse significative de la collecte sur la banque de financement et la banque de détail en France provenant pour partie du retour de liquidité issu du financement des PGE. En effet, sur le trimestre la collecte a progressé de 47 milliards d'euros tandis que les crédits sont en hausse de 16 milliards d'euros contribuant également à l'amélioration des ressources stables.

L'excédent de 241 milliards d'euros appelé "position en ressources stables" permet au Groupe de couvrir le déficit LCR engendré par les actifs durables et les passifs stables (clientèle, actifs tangibles et intangibles, ressources long terme et fonds propres). Il respecte ainsi l'objectif de plus de 100 milliards d'euros du Plan à Moyen Terme. **Le ratio des ressources stables sur emplois stables s'établit à 121,6%**, en hausse par rapport au trimestre précédent de 9,5pp.

Par ailleurs, compte-tenu des excédents de liquidité, et du remboursement progressif sur le trimestre des tirages sur les facilités banques centrales (notamment LTRO), le Groupe est passé en position prêteuse à court terme au 30 juin 2020 (dépôts Banques centrales supérieurs au montant de l'endettement court terme).

Les ressources de marché à moyen-long terme s'élèvent à 311 milliards d'euros au 30 juin 2020, en hausse de 83 milliards d'euros par rapport à fin mars 2020.

Elles comprennent les dettes senior collatéralisées à hauteur de 184 milliards d'euros, les dettes senior préférées à hauteur de 84 milliards d'euros, les dettes senior non préférées pour 24 milliards d'euros et des titres Tier 2 s'élevant à 19 milliards d'euros.

La hausse significative des dettes senior collatéralisées s'explique par la participation du Groupe aux opérations T-LTRO III de la Banque centrale Européenne. La baisse des dettes senior préférées s'explique par l'opération de liability management réalisée au cours du second trimestre.

Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 405 milliards d'euros au 30 juin 2020, en hausse de 67 milliards d'euros par rapport à fin mars 2020 et en hausse de 128 milliards d'euros par rapport au 30 juin 2019. Elles couvrent trois fois l'endettement court terme.

Dans le contexte de crise sanitaire COVID-19, le Groupe a démontré sa très forte capacité à mobiliser du collatéral pour créer des réserves de liquidité additionnelles. En parallèle, la mise en œuvre en avril des mesures d'assouplissement de la BCE sur le collatéral a également contribué à augmenter le pouvoir d'achat en Banque centrale du Groupe.

La hausse des dépôts en Banques centrales résulte du remplacement d'importants excédents de liquidité. La hausse du taux d'encombrement des créances du Groupe est en ligne avec les tirages en Banques centrales.

A fin juin 2020, le numérateur du ratio LCR (comprenant le portefeuille de titres HQLA, la caisse et les dépôts Banques Centrales, hors réserves obligatoires), calculé en moyenne sur 12 mois, s'établit respectivement à 256,2 milliards d'euros pour le Groupe Crédit Agricole et à 224,4 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A. Le dénominateur du ratio (représentant les sorties nettes de trésorerie), calculé en moyenne sur 12 mois, s'établit respectivement à 192,8 milliards d'euros pour le Groupe Crédit Agricole et à 166,9 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A.

Les ratios LCR moyens sur 12 mois du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. s'élèvent respectivement à 132,9% et 134,4% à fin juin 2020. Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme d'environ 110%. Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur ce ratio, fixé à 100% à compter du 1^{er} janvier 2018.

Dans le contexte de crise sanitaire COVID-19, la hausse du niveau des ratios LCR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. est en ligne avec le recours du Groupe aux tirages T-LTRO III auprès de la Banque centrale.

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

Au 30 juin 2020, les principaux émetteurs du Groupe avaient levé sur le marché l'équivalent de 21,8 milliards d'euros de dette à moyen long terme, dont 52% émis par Crédit Agricole S.A.

Par ailleurs, 3,3 milliards d'euro ont également été empruntés auprès d'organismes nationaux et supranationaux, ou placés dans les réseaux de banque de proximité du Groupe (Caisses régionales, LCL et CA Italia) et autres réseaux externes à fin juin 2020.

A noter que Crédit Agricole Assurances (CAA) a émis un Tier2 à 10 ans pour 1 Md€ en juillet afin de refinancer des dettes subordonnées intragroupe.

A fin juillet 2020, Crédit Agricole S.A. a réalisé à hauteur de 96% son programme de financement moyen **long terme sur les marchés de 12 Mds€ pour l'année**. La banque a levé l'équivalent de 11,5 milliards d'euros²⁰, dont 5,2 milliards d'euros équivalents en dette senior non préférée et 2,2 milliard d'euros équivalents en dette Tier 2, ainsi que 4,1 milliards d'euros équivalents de dette senior préférée et de dette senior collatéralisée.

L'objectif d'émissions senior non préférées et Tier 2 a été révisé à 6 à 8 Mds€ éq., en hausse par rapport à l'objectif initial de 5 à 6 Mds€ éq.

A noter que Crédit Agricole S.A. a réalisé en juin 2020 un rachat partiel portant sur 11 souches d'obligations libellées en euros et en livre sterling ainsi que le rachat partiel de 4 souches d'obligations libellées en dollars US pour un montant total de 3,4 Mds€ éq. L'objet des offres est de permettre à Crédit Agricole S.A. d'optimiser la structure de son passif et la gestion de son endettement au regard de la réglementation actuelle et future, et d'offrir de la liquidité aux investisseurs des souches d'obligations visées.

²⁰ Montant brut avant rachat et amortissement

Responsabilité Sociale et Environnementale de l'Entreprise

Social

Le groupe Crédit Agricole S.A. intègre le top 50 du Palmarès de la féminisation des instances dirigeantes des entreprises du SBF 120. Le groupe Crédit Agricole S.A. enregistre une belle progression au sein de ce Palmarès puisqu'il a gagné 46 places entre 2015 et 2019 en passant de la 90e place à la 44e place. Ce classement annuel met en lumière l'engagement des 120 plus grandes entreprises françaises en faveur de la féminisation de leurs instances dirigeantes et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Ce résultat reflète la politique volontariste engagée il y a 4 ans par le Groupe, se traduisant notamment par une féminisation significative des instances dirigeantes du Comité Exécutif du groupe Crédit Agricole S.A. et de l'ensemble des plus hautes instances dirigeantes des 11 métiers du Groupe. D'ici à 2022, le groupe Crédit Agricole S.A. ambitionne d'avoir 30 % de femmes dans les plus hautes instances dirigeantes des entités.

Le 8 avril dernier, face à la crise sanitaire liée au Covid-19, le Crédit Agricole a lancé un fonds de solidarité pour financer des mesures de première nécessité en faveur des personnes âgées, pour les protéger et leur permettre de garder le lien avec leurs proches. A fin juin, grâce à ce fonds de 20 millions d'euros, près de 500 000 personnes âgées sur l'ensemble du territoire ont reçu un soutien du Crédit Agricole.

Finance climat

Crédit Agricole met en place un nouveau dispositif d'animation de sa performance extra-financière. Ce dispositif est composé de deux chantiers majeurs : la mise en place d'une plateforme de reporting extra-financier sur le périmètre Groupe Crédit Agricole et la mise en place d'une note de transition énergétique, outil d'analyse et de dialogue avec les grandes entreprises clientes du Groupe. Le Groupe se prépare ainsi aux exigences réglementaires européennes de 2021.

Amundi s'est vu confier la gestion d'un fonds indiciaire actions zone euro aligné sur l'Accord de Paris pour le compte de douze investisseurs institutionnels de la Place de Paris qui lancent une initiative inédite en faveur du climat. Cette solution d'investissement prévoit au moins 7 % de réduction annuelle de l'intensité carbone, en phase avec le scénario 1,5°C du GIEC*. Il s'agit de la première solution d'investissement pleinement éligible au futur label européen « Paris Aligned Benchmark ». En pratique, l'indice exclura progressivement les entreprises qui ne prennent pas d'objectifs au sens de l'initiative Science Based Targets. La solution d'investissement incite donc les émetteurs à s'engager dans une trajectoire de transition.

** GIEC - Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (ou en anglais IPCC) est un organisme intergouvernemental ouvert à tous les pays membres de l'ONU*

Technique Solaire a mis en place une opération de financement de 111 M€, en faisant appel à Unifergie, filiale de Crédit Agricole Leasing & Factoring, et au Crédit Agricole de la Touraine et du Poitou. Cette opération comprend d'une part le refinancement de 120 centrales photovoltaïques existantes (financement dit « Brownfield », qui concerne des actifs déjà en service) et le financement d'un portefeuille de projets représentant une puissance de 54 mégawatts (financement dit « Greenfield », qui concerne de nouveaux projets de construction) qui s'ajouteront au portefeuille de 81 mégawatts déjà en exploitation chez ce client. Au global, ces nouvelles installations produiront l'équivalent de la consommation annuelle de 24 000 foyers sur 23 départements.

Performance extra-financière

La Fondation Grameen Crédit Agricole a publié son premier rapport d'impact, une évaluation financière et extra-financière. La Fondation multiplie son impact grâce à ses coopérations avec 30 Caisses régionales et entités du Crédit Agricole. Avec un Fonds pour la microfinance qui a réuni 21 Caisses régionales, un programme de volontariat de compétences et des schémas de coopération innovants, la Fondation réaffirme aujourd'hui, dans une quarantaine des pays, sa position de levier pour l'inclusion financière du Groupe. *Pour plus d'informations :* <http://rapport-impact.gca-foundation.org/>

Biodiversité

Le siège social du Crédit Agricole vient d'obtenir la labellisation BiodiverCity® Life délivrée par le Conseil International Biodiversité et Immobilier (CIBI), qui distingue la prise en compte de la biodiversité sur un site en exploitation. Pendant près de deux ans, les équipes d'exploitation de Crédit Agricole Immobilier et la Direction de la RSE de Crédit Agricole S.A. ont ainsi « mis à l'épreuve » le potentiel écologique du site, jusqu'à l'obtention du label, à l'issue d'un audit de conformité réalisé par le cabinet Deloitte. Evergreen est le fruit d'une réflexion globale intégrant la préservation de l'environnement, le bien-être de ses occupants, la gestion des ressources naturelles et le développement de la biodiversité.

Annexe 1 – Eléments spécifiques, Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A.

Groupe Crédit Agricole - Eléments spécifiques, T2-20 et T2-19, S1-20 et S1-19								
En m€	T2-20		T2-19		S1-20		S1-19	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	(7)	(5)	(5)	(3)	(26)	(19)	(12)	(9)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(75)	(51)	(8)	(6)	48	32	(27)	(20)
Provisions Epargne logement (LCL)	(4)	(3)	(3)	(2)	(15)	(10)	(11)	(7)
Provisions Epargne logement (AHM)	(16)	(11)	(15)	(10)	(46)	(31)	(28)	(18)
Provisions Epargne logement (CR)	(58)	(40)	(19)	(13)	(133)	(90)	(98)	(64)
Soulte Liability management (AHM)	(41)	(28)	-	-	(41)	(28)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (LCL)	(2)	(1)	-	-	(2)	(1)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (GEA)	(143)	(97)	-	-	(143)	(97)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (CR)	(94)	(64)	-	-	(94)	(64)	-	-
Total impact en PNB	(441)	(300)	(49)	(33)	(452)	(309)	(175)	(118)
Don solidaire Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	(38)	(38)	-	-
Don solidaire Covid-19 (BPI)	-	-	-	-	(8)	(4)	-	-
Don solidaire Covid-19 (AHM)	-	-	-	-	(10)	(10)	-	-
Don solidaire Covid-19 (CR)	-	-	-	-	(10)	(10)	-	-
Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC)	(5)	(2)	-	-	(9)	(4)	-	-
Total impact en Charges	(5)	(2)	-	-	(75)	(67)	-	-
Activation du Switch2 (GEA)	65	44	-	-	65	44	-	-
Activation du Switch2 (CR)	(65)	(44)	-	-	(65)	(44)	-	-
Total impact coût du risque de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
Impact total des retraitements	(445)	(302)	(49)	(33)	(527)	(376)	(175)	(118)
Gestion de l'épargne et Assurances	(77)	(53)	-	-	(116)	(91)	-	-
Banque de proximité-France	(224)	(152)	(22)	(14)	(320)	(221)	(108)	(71)
Banque de proximité-International	-	-	-	-	(8)	(4)	-	-
Services financiers spécialisés	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes Clientèles	(86)	(58)	(12)	(9)	13	9	(39)	(29)
Activités hors métiers	(58)	(39)	(15)	(10)	(97)	(69)	(28)	(18)

* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

Crédit Agricole S.A. - Eléments spécifiques, T2-20 et T2-19, S1-20 et S1-19

En m€	T2-20		T2-19		S1-20		S1-19	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	(7)	(5)	(5)	(3)	(26)	(19)	(12)	(9)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(75)	(50)	(8)	(6)	48	32	(27)	(20)
Provisions Epargne logement (LCL)	(4)	(2)	(3)	(2)	(15)	(10)	(11)	(7)
Provisions Epargne logement (AHM)	(16)	(11)	(15)	(10)	(46)	(31)	(28)	(18)
Soulte Liability management (AHM)	(41)	(28)	-	-	(41)	(28)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (LCL)	(2)	(1)	-	-	(2)	(1)	-	-
Soutien aux assurés pros Covid-19 (GEA)	(143)	(97)	-	-	(143)	(97)	-	-
DVA (GC)	(7)	(5)	(5)	(3)	(26)	(19)	(12)	(9)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(75)	(50)	(8)	(6)	48	32	(27)	(20)
Total impact en PNB	(288)	(195)	(30)	(20)	(225)	(154)	(78)	(53)
Don solidaire Covid-19 (GEA)	-	-	-	-	(38)	(38)	-	-
Don solidaire Covid-19 (BPI)	-	-	-	-	(8)	(4)	-	-
Don solidaire Covid-19 (AHM)	-	-	-	-	(10)	(10)	-	-
Coûts d'intégration Kas Bank / S3 (GC)	(5)	(2)	-	-	(9)	(4)	-	-
Total impact en Charges	(5)	(2)	-	-	(65)	(57)	-	-
Activation du Switch2 (GEA)	65	44	-	-	65	44	-	-
Total impact coût du risque de crédit	65	44	-	-	65	44	-	-
Impact total des retraitements	(227)	(153)	(30)	(20)	(224)	(166)	(78)	(53)
<i>Gestion de l'épargne et Assurances</i>	(77)	(53)	-	-	(116)	(91)	-	-
<i>Banque de proximité-France</i>	(6)	(4)	(3)	(2)	(17)	(11)	(11)	(7)
<i>Banque de proximité-International</i>	-	-	-	-	(8)	(4)	-	-
<i>Services financiers spécialisés</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Grandes Clientèles</i>	(86)	(57)	(12)	(9)	13	9	(39)	(28)
<i>Activités hors métiers</i>	(57)	(39)	(15)	(10)	(97)	(69)	(28)	(18)

* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

Annexe 2- Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôles, T2-20 et T2-19								
En m€	T2-20 (publié)							
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 163	851	664	1 360	607	1 706	(256)	8 096
Charges d'exploitation hors FRU	(2 023)	(544)	(439)	(666)	(309)	(857)	(199)	(5 036)
FRU	(29)	(7)	(9)	1	(0)	(60)	(2)	(107)
Résultat brut d'exploitation	1 112	301	216	696	298	789	(458)	2 953
Coût du risque	(363)	(117)	(200)	64	(248)	(342)	(2)	(1 208)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	(1)	-	-	15	60	3	-	78
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(4)	-	65	(0)	18	(0)	(0)	78
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(3)	-	-	-	-	-	-	(3)
Résultat avant impôt	741	183	81	775	128	450	(460)	1 898
Impôts	(226)	(53)	(17)	(202)	47	(47)	189	(308)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(0)	-	-	-	-	(0)
Résultat net	515	130	64	573	175	403	(272)	1 590
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(22)	(69)	(26)	(16)	27	(107)
Résultat net part du Groupe	515	130	42	504	149	387	(245)	1 483
En m€	T2-19 (publié)							
	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 257	886	1 480	740	687	1 466	(30)	8 485
Charges d'exploitation hors FRU	(2 221)	(573)	(691)	(455)	(329)	(797)	(242)	(5 308)
FRU	2	(1)	(3)	(7)	(0)	8	(3)	(4)
Résultat brut d'exploitation	1 038	312	786	278	358	678	(275)	3 174
Coût du risque	(238)	(51)	(8)	(87)	(132)	(69)	(14)	(598)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	4	-	12	-	78	(1)	-	94
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(7)	(0)	(0)	(1)	0	(0)	0	(8)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	797	262	790	190	305	608	(289)	2 662
Impôts	(247)	(84)	(222)	(53)	(73)	(148)	99	(728)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	8	-	-	-	-	8
Résultat net	550	178	576	137	232	460	(190)	1 942
Intérêts minoritaires	0	(0)	(76)	(29)	(25)	1	(0)	(130)
Résultat net part du Groupe	550	178	500	108	207	460	(190)	1 813

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôles S1-20 et S1-19

En m€	S1-20 (publié)							
	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	6 323	1 729	1 360	2 694	1 254	3 295	(192)	16 462
Charges d'exploitation hors FRU	(4 286)	(1 128)	(889)	(1 471)	(661)	(1 741)	(408)	(10 584)
FRU	(123)	(42)	(25)	(6)	(20)	(260)	(86)	(562)
Résultat brut d'exploitation	1 914	558	446	1 217	573	1 293	(686)	5 316
Coût du risque	(670)	(218)	(316)	46	(438)	(501)	(39)	(2 137)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	3	-	-	29	132	4	-	168
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(4)	0	66	3	18	(0)	(0)	84
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(3)	-	-	-	-	-	-	(3)
Résultat avant impôt	1 240	340	195	1 294	286	796	(725)	3 428
Impôts	(464)	(109)	(54)	(328)	18	(103)	252	(789)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(1)	-	-	-	-	(1)
Résultat net	776	231	140	967	304	693	(473)	2 638
Intérêts minoritaires	(1)	(0)	(40)	(131)	(46)	(26)	(4)	(248)
Résultat net part du Groupe	775	231	101	835	258	667	(477)	2 391

En m€	S1-19 (publié)							
	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	6 669	1 747	2 940	1 442	1 368	2 804	(287)	16 682
Charges d'exploitation hors FRU	(4 413)	(1 166)	(1 444)	(894)	(671)	(1 616)	(381)	(10 585)
FRU	(88)	(32)	(7)	(22)	(18)	(177)	(81)	(426)
Résultat brut d'exploitation	2 167	550	1 489	526	678	1 011	(749)	5 671
Coût du risque	(295)	(95)	(3)	(175)	(239)	(59)	(13)	(879)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	9	-	25	-	156	(1)	-	188
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(7)	1	(0)	(1)	1	3	7	3
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	1 874	456	1 510	350	596	953	(755)	4 983
Impôts	(710)	(153)	(419)	(99)	(137)	(277)	219	(1 576)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	8	-	-	-	-	8
Résultat net	1 164	302	1 099	251	459	676	(537)	3 415
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(149)	(53)	(58)	1	7	(253)
Résultat net part du Groupe	1 164	302	950	198	401	677	(530)	3 163

Annexe 3 – Crédit Agricole S.A. : Résultats par pôle

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, T2-20 et T2-19							
En m€	T2-20 (publié)						Total
	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	
Produit net bancaire	1 359	851	640	607	1 706	(266)	4 897
Charges d'exploitation hors FRU	(666)	(544)	(418)	(309)	(857)	(187)	(2 980)
FRU	1	(7)	(9)	(0)	(60)	(2)	(79)
Résultat brut d'exploitation	694	300	212	298	789	(456)	1 838
Coût du risque	64	(117)	(199)	(248)	(342)	(1)	(842)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	15	-	-	60	3	10	88
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(0)	-	65	18	(0)	(0)	82
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	773	183	78	128	450	(447)	1 166
Impôts	(201)	(53)	(16)	47	(47)	185	(86)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(0)	-	-	-	(0)
Résultat net	572	130	62	175	403	(262)	1 080
Intérêts minoritaires	(74)	(6)	(25)	(26)	(23)	29	(126)
Résultat net part du Groupe	498	124	37	149	379	(233)	954
T2-19 (publié)							
En m€	T2-19 (publié)						Total
	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	
Produit net bancaire	1 479	886	715	687	1 467	(85)	5 149
Charges d'exploitation hors FRU	(691)	(573)	(436)	(329)	(797)	(207)	(3 033)
FRU	(3)	(1)	(7)	(0)	8	(3)	(6)
Résultat brut d'exploitation	786	312	272	358	679	(296)	2 111
Coût du risque	(8)	(51)	(84)	(132)	(69)	(15)	(358)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	12	-	-	78	(1)	19	108
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(0)	(0)	(1)	0	(0)	0	(1)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	790	262	187	305	609	(292)	1 861
Impôts	(221)	(84)	(52)	(73)	(148)	94	(485)
Rés. net des activités abandonnées	8	-	-	-	-	-	8
Résultat net	577	178	135	232	460	(198)	1 384
Intérêts minoritaires	(80)	(8)	(36)	(25)	(9)	(3)	(161)
Résultat net part du Groupe	496	170	98	207	452	(201)	1 222

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, S1-20 et S1-19

En m€	S1-20 (publié)						Total
	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	
Produit net bancaire	2 678	1 728	1 310	1 254	3 293	(167)	10 097
Charges d'exploitation hors FRU	(1 471)	(1 128)	(848)	(661)	(1 741)	(385)	(6 235)
FRU	(6)	(42)	(25)	(20)	(260)	(86)	(439)
Résultat brut d'exploitation	1 201	558	437	573	1 292	(638)	3 423
Coût du risque	46	(218)	(314)	(438)	(501)	(37)	(1 463)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	29	-	-	132	4	13	178
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	0	66	18	(0)	(0)	87
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	1 279	340	189	286	795	(662)	2 226
Impôts	(323)	(109)	(53)	18	(103)	224	(347)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(1)	-	-	-	(1)
Résultat net	955	231	135	304	692	(439)	1 879
Intérêts minoritaires	(139)	(10)	(47)	(46)	(39)	(5)	(287)
Résultat net part du Groupe	816	220	88	258	653	(444)	1 592

En m€	S1-19 (publié)						Total
	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	
Produit net bancaire	2 948	1 747	1 391	1 368	2 806	(256)	10 004
Charges d'exploitation hors FRU	(1 444)	(1 166)	(856)	(671)	(1 616)	(384)	(6 136)
FRU	(7)	(32)	(22)	(18)	(177)	(81)	(337)
Résultat brut d'exploitation	1 497	550	513	678	1 013	(721)	3 530
Coût du risque	(3)	(95)	(172)	(239)	(59)	(13)	(582)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	25	-	-	156	(1)	13	193
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(0)	1	(1)	1	3	19	22
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	1 518	456	340	596	955	(702)	3 163
Impôts	(420)	(153)	(96)	(137)	(278)	205	(880)
Rés. net des activités abandonnées	8	-	-	-	-	-	8
Résultat net	1 106	303	243	459	677	(497)	2 291
Intérêts minoritaires	(157)	(14)	(66)	(58)	(13)	1	(307)
Résultat net part du Groupe	949	289	178	401	664	(496)	1 985

Annexe 4 – Méthodes de calcul du bénéfice par action et de l'actif net par action

Crédit Agricole S.A. – Calcul du bénéfice par action, de l'actif net par action et du ROTE							
(en m€)		T2-20	T2-19	S1-20	S1-19	T2/T2	S1/S1
Résultat net part du Groupe - publié		954	1 222	1 592	1 985	(21,9%)	(19,8%)
- Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS		(72)	(99)	(229)	(240)	(27,2%)	(4,5%)
RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié	[A]	882	1 123	1 363	1 745	(21,5%)	(21,9%)
Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-contrôle (m)	[B]	2 882,4	2 864,1	2 882,7	2 863,3	+0,6%	+0,7%
Résultat net par action - publié	[A]/[B]	0,31 €	0,39 €	0,47 €	0,61 €	(22,0%)	(22,4%)
RNPG sous-jacent		1 107	1 242	1 758	2 038	(10,9%)	(13,7%)
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires	[C]	1 035	1 143	1 529	1 798	(9,5%)	(15,0%)
Résultat net par action - sous-jacent	[C]/[B]	0,36 €	0,40 €	0,53 €	0,63 €	(10,1%)	(15,5%)

(en m€)		30/06/2020	30/06/2019
Capitaux propres - part du Groupe		63 895	61 216
- Emissions AT1		(5 130)	(6 094)
- Réserves latentes OCI - part du Groupe		(2 291)	(3 056)
- Projet distribution de dividende sur résultat annuel*		-	-
Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord.	[D]	56 474	52 066
- Écarts d'acquisition & incorporels** - part du Groupe		(18 502)	(18 335)
ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord.	[E]	37 972	33 731
Nombre d'actions, hors titres d'auto-contrôle (fin de période, m)	[F]	2 882,8	2 864,0
ANC par action, après déduction du dividende à verser (€)	[D]/[F]	19,6 €	18,2 €
+ Dividende à verser (€)	[H]	0,0 €	0,0 €
ANC par action, avant déduction du dividende (€)		19,6 €	18,2 €
ANT par action, après déduction du dividende à verser (€)	[G]=[E]/[F]	13,2 €	11,8 €
ANT par action, avt déduct. du divid. à verser (€)	[G]+[H]	13,2 €	11,8 €

(en m€)		S1-20	S1-19
Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires	[H]	2 725	3 490
AN tangible moyen non réévalué attrib. aux actions ordinaires***	[J]	36 022	32 572
ROTE publié (%)	[H]/[J]	7,6%	10,7%
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires (annualisé)	[I]	3 058	3 596
ROTE sous-jacent (%)	[I]/[J]	8,5%	11,0%

*** y compris hypothèse de distribution du résultat en cours de formation

Indicateurs Alternatifs de Performance

ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond aux capitaux propres part du groupe retraités des émissions AT1 rapportés au nombre d'actions en circulation en fin de période.

L'actif net tangible par action correspond aux capitaux propres tangibles part du Groupe, c'est-à-dire retraités des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapportés au nombre d'actions en circulation en fin de période.

ANC Actif net comptable

L'actif net comptable correspond aux capitaux propres part du groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes HTCS et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel

BNPA Bénéfice Net Par Action

C'est le bénéfice net de l'entreprise (net des intérêts sur la dette AT1), rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente (voir Dilution).

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le PNB ; il indique la part de PNB nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). Le coût du risque sur encours est également calculé en rapportant la charge annualisée du coût du risque du trimestre aux encours de crédit début de trimestre.

A partir du premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Taux des créances dépréciées (ou douteux) :

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux) :

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

RNPG attribuable aux actions ordinaires – publié

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspondant au résultat part du groupe duquel a été déduit les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

RNPG sous-jacent

Le résultat net part du Groupe sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (ie non récurrents ou exceptionnels)

ROE Retour sur fonds propres - Return On Equity

Le RoE est un indicateur permettant de mesurer la rentabilité des fonds propres en rapportant le bénéfice net réalisé par une entreprise à ses fonds propres.

RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity

Le RoTE (Return on Tangible Equity) détermine la rentabilité sur capitaux propres tangibles (actif net de la banque retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition).

Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2020 est constituée de cette présentation, des annexes à cette présentation et du communiqué de presse attachés, disponibles sur le site <https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>.

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1,d).

Ces éléments sont issus de scénarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de six mois close au 30 juin 2020 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été audités.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis l'enregistrement auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2019 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2019 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Depuis le 30 septembre 2019, KAS Bank a été intégrée dans le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole en tant que filiale de CACEIS. SoYou a également été intégrée au périmètre de consolidation en tant qu'entreprise co-détenue par Crédit Agricole Consumer Finance et Bankia. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un proforma.

Depuis le 23 décembre 2019, Caceis et Santander Securities Services (S3) ont rapproché leurs activités. A compter de cette date, Crédit Agricole S.A. et Santander détiennent respectivement 69,5 % et 30,5 % du capital de Caceis.

Le 30 juin 2020, l'ensemble des autorisations réglementaires nécessaires ayant été obtenues, Amundi a acquis l'intégralité du capital de Sabadell Asset Management.

Depuis le 30 juin 2020, Menafinance est détenue à 100% par Crédit Agricole Consumer Finance et est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans le groupe Crédit Agricole S.A.

Agenda financier

4 novembre 2020	Publication des résultats du troisième trimestre et des neuf mois 2020
11 février 2021	Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2020
7 mai 2021	Publication des résultats du premier trimestre 2021
12 mai 2021	Assemblée générale à Paris
5 août 2021	Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2021
10 novembre 2021	Publication des résultats du troisième trimestre et des neuf mois 2021

Contacts

CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE

Charlotte de Chavagnac	+ 33 1 57 72 11 17	charlotte.dechavagnac@credit-agricole-sa.fr
Olivier Tassain	+ 33 1 43 23 25 41	olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr
Bertrand Schaefer	+ 33 1 49 53 43 76	bertrand.schaefer@ca-fnca.fr

CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A

Investisseurs institutionnels	+ 33 1 43 23 04 31	investor.relations@credit-agricole-sa.fr
Actionnaires individuels	+ 33 800 000 777 (numéro vert France uniquement)	credit-agricole-sa@relations-actionnaires.com
Clotilde L'Angevin	+ 33 1 43 23 32 45	clotilde.langevin@credit-agricole-sa.fr
Investisseurs actions :		
Toufik Belkhatir	+ 33 1 57 72 12 01	toufik.belkhatir@credit-agricole-sa.fr
Joséphine Brouard	+ 33 1 43 23 48 33	joséphine.brouard@credit-agricole-sa.fr
Oriane Cante	+ 33 1 43 23 03 07	oriane.cante@credit-agricole-sa.fr
Emilie Gasnier	+ 33 1 43 23 15 67	emilie.gasnier@credit-agricole-sa.fr
Ibrahima Konaté	+ 33 1 43 23 51 35	ibrahima.konate@credit-agricole-sa.fr
Annabelle Wiriath	+ 33 1 43 23 55 52	annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr
Investisseurs crédit et agences de notation :		
Caroline Crépin	+ 33 1 43 23 83 65	caroline.crepin@credit-agricole-sa.fr
Marie-Laure Malo	+ 33 1 43 23 10 21	marielaure.malo@credit-agricole-sa.fr
Rhita Alami Hassani	+ 33 1 43 23 15 27	rhita.alamihassani@credit-agricole-sa.fr

Tous nos communiqués de presse sur : www.credit-agricole.com - www.creditagricole.info

 Crédit_Agricole  Groupe Crédit Agricole  créditagricole_sa